

1825

Panama

D.

67026

()

**CONGRÈS
DE PANAMA.**

*Ouvrages du même Auteur qui se trouvent chez le même
Libraire.*

- | | |
|--|-------------|
| 1 ^o . Du Jésuitisme, ancien et moderne, 1 vol. in-8., 1825, | 7 fr. |
| 2 ^o . La France, l'Émigration et les Colons, 2 vol. in-8., | 10 fr. |
| 3 ^o . Vrai système de l'Europe relativement à l'Amérique et à la Grèce,
1 vol. in-8., | 5 fr. |
| 4 ^o . Des colonies et de la révolution actuelle de l'Amérique, 2 volumes
in-8., | 15 fr. |
| 5 ^o . De la Révolution actuelle de l'Espagne et de ses suites, 1 vol.
in-8., | 4 fr. 50 c. |
| 6 ^o . Examen du plan présenté aux Cortès pour la reconnaissance de
l'indépendance de l'Amérique espagnole, mars 1822, 1 vol. in-8., | 2 fr. 50 c. |
| 7 ^o . L'Europe et l'Amérique en 1821, 2 vol. in-8., janvier 1822, | 12 fr. |
| 8 ^o . L'Europe et l'Amérique en 1822 et 1823, 2 vol. in-8., | 10 fr. |
| 9 ^o . L'Europe après le congrès d'Aix-la-Chapelle, faisant suite au Con-
grès de Vienne, 1 vol. in-8., 2 ^e édition, | 6 fr. |
| 10 ^o . L'Europe et l'Amérique depuis le congrès d'Aix-la-Chapelle,
2 vol. in-8 ^o , janvier 1821, | 9 fr. |
| 11 ^o . Parallèle de la Puissance Anglaise et Russe, suivi d'un aperçu sur la
Grèce; 2 ^e édit., 1 vol. in-8., 1824, | 4 fr. 50 c. |
| 12 ^o . Pièces relatives à Saint-Domingue et à l'Amérique, 1 vol. in-8., | 3 fr. |
| 13 ^o . Les quatre Concordats, suivis de considérations sur le gouvernement
de l'Église en général, et sur l'Église de France en particulier, depuis
1815, 4 vol. in-8., | 22 fr. |
| 14 ^o . Les Trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil,
troisième édition, 1 vol. in-8. | 3 fr. |
| 15 ^o . Les Six derniers mois de l'Amérique et du Brésil, faisant suite
aux deux ouvrages ci-dessus, sur les colonies, 1 vol. in-8., | 4 fr. 50 c. |
| 16 ^o . De la Grèce dans ses rapports avec l'Europe, mars 1822, 1 vol.
in-8., | 2 fr. 50 c. |
| 17 ^o . Extraits de l'Introduction à l'Histoire de Charles-Quint, et Précis
des troubles civils de Castille, 1823; 1 vol. in-8., | 5 fr. |
| 18 ^o . De l'affaire de la loi des élections, 2 ^e édition, 1 vol. in-8., | 6 fr. |
| 19 ^o . Procès complet de M. de Pradt, pour l'affaire de l'ouvrage ci-dessus,
1 vol. in-8., | 3 fr. |
| 20 ^o . De la Belgique depuis 1789 jusqu'à 1794, 1 vol. in-8., | 3 fr. |
| 21 ^o . Antidote au congrès de Rastadt, suivi de la Prusse et sa neutralité,
nouvelle édition de ces deux ouvrages; 1 gros vol. in-8., | 8 fr. |
| 22 ^o . Récit historique sur la restauration de la royauté en France,
le 31 mars 1824, 1 vol. in-8., | 2 fr. |
| 23 ^o . Lettres à un électeur de Paris, 1 vol. in-8., | 3 fr. 50 c. |
| 24 ^o . Préliminaires de la cession de 1817, 1 vol. in-8., | 3 fr. |
| 25 ^o . Des Progrès du Gouvernement représentatif en France, in-8., | 1 fr. |
| 26 ^o . Congrès de Carlsbad, 1 ^{re} et 2 ^e partie, 2 vol. in-8., | 6 fr. |
| 27 ^o . Petit catéchisme à l'usage des Français, sur les affaires de leur
pays, 2 ^e édition, | 3 fr. 50 c. |

IMPRIMERIE DE HUZARD-GOURGIER,
Rue du Jardinot, n^o 12.

D67026

CONGRÈS
DE PANAMA,

PAR M. DE PRADT,
ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

Le genre humain est en marche,
et rien ne le fera rétrograder.



PARIS,
BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.
1825

PRÉFACE.

Les papiers publics ont annoncé plusieurs fois la tenue, à Panama, d'un congrès composé des députés de tous les états républicains de l'Amérique récemment échappés à la domination de l'Espagne. L'époque du congrès a été indiquée pour le courant du mois d'octobre prochain. Il a été dit aussi que cette réunion avait été provoquée par l'invitation de Bolivar; à ce trait on reconnaît son génie, car cette assemblée, comme nous le prouverons, sera d'une haute importance.

L'annonce de ce congrès n'ayant pas été démentie, cet acte entrant fort avant dans la nature des choses américaines, telles qu'elles existent aujourd'hui, nous avons dû croire à la réalité de sa tenue. Séparés de l'Amérique par d'immenses espaces, une partie des moyens d'asseoir un jugement sur ce qui se passe dans des lieux plus rapprochés, tels qu'est l'Europe, nous manque pour juger des faits de l'Amérique, et nous n'avons pour nous guider que la

nature des choses, et les probabilités inhérentes à tout témoignage humain. Nous croyons donc à la tenue du congrès de Panama, et dans cette persuasion nous n'avons pas balancé à publier cet Ecrit. Si notre attente était trompée, les vérités énoncées dans cet opuscule, pour cela ne perdraient rien de leur utilité; à leur tour le temps en amènera l'application, comme il l'a fait sur beaucoup d'autres dans la même cause. Il y a vingt-sept ans, nous avons pris les choses américaines au-delà même de leur berceau; nous les avons suivies dans toutes les phases qu'elles ont parcourues; toujours appuyé sur la nature des choses, nous avons annoncé leur triomphe au milieu des crises les plus périlleuses. La victoire est restée à l'Amérique; à son égard, notre foi égalait notre amour, nous n'avons pas dû l'abandonner dans l'acte de clôture de sa révolution, car désormais elle entre dans la carrière ordinaire de tous les gouvernements, et dorénavant, chez elle, tout sera réglé comme il l'est dans tous les états établis. Il n'y aura plus à traiter de la révolution de l'Amérique, mais seulement à écrire son histoire, comme on le fait pour le reste du monde.

Cet avertissement nous paraît nécessaire pour aller au-devant de ce que de mauvais esprits, ou des accusateurs inexorables, pourraient imaginer et présenter à d'autres esprits faibles ou malveillans, surtout si le congrès souffrait des retards, ou n'avait pas lieu. Nous avons désiré être lu en Europe, pendant que l'Amérique opérait si loin de nous. C'est une manière de combler les distances qui les séparent; tant de liens vont les rapprocher, tant de rapports doivent les unir, qu'il ne peut qu'être bon réciproquement de ne pas se perdre de vue, et de n'admettre pas de lacune dans les relations; ce ne sera pas notre faute s'il s'en trouve, et pour les éviter, nous n'avons pas dû craindre de céder même à l'importunité en ramenant sans cesse l'attention de l'Europe sur l'Amérique, dont, de son côté, elle ne cessait pas de se détourner. On dirait qu'il y a en elle quelque chose d'antipathique avec cette contrée, si précieuse cependant pour elle. Les gouvernemens ont, pendant tant de siècles, tenu les peuples si éloignés de la connaissance de leurs intérêts, ils les ont mis à un régime si austère d'éducation politique, et de participation à la direction de

leurs affaires propres , qu'il semble qu'il leur en soit resté quelque affaiblissement dans l'organe de la vue, et qu'ils aient conservé, par suite de la longue habitude, une difficulté à porter leurs regards un peu loin. Puissent-ils s'en guérir promptement. Cette cécité imposée leur a fait assez de mal pour qu'ils en recherchent la fin.

CONGRÈS DE PANAMA.

UN congrès en Amérique! Un congrès de Peuples! chacun a donc son tour! Un congrès pour mettre fin à une guerre de l'Europe contre l'Amérique, et pour fixer les droits d'une portion du globe envers ses autres parties! Ciel, dans quel temps vivons-nous! et en comparaison de tant de nouveautés et de grandeurs, que devient le reste de l'histoire, *même celle des anciens jours*? Quelle époque du monde vit jamais une réunion appelée du sein d'un territoire aussi vaste, et destinée à prononcer sur de pareils intérêts? Admirable Amérique, oui, tu te lèves sur le monde avec l'éclat et la bienfaisance qui signalent le retour journalier de l'astre auquel tu avais élevé

des autels, et dont tes drapeaux retraçaient la brillante image : comme lui, avec la lumière, tu viens apporter la fécondité ; comme lui encore, bienfaitrice universelle, tu n'as que des rayons d'or à faire luire sur le monde : pour toute arme, tu n'as plus besoin que d'un bouclier, tissu des mains mêmes que tu t'apprêtes à remplir de biens, et le monde bien conseillé, au lieu de t'attaquer, de te méconnaître, de te craindre, de te *bouder* comme un enfant, ne doit plus que veiller à ta garde, comme à celle de son trésor.

Ah ! si l'âge ennemi ne m'enchaînait pas au sol natal, ce n'est pas de la terre d'Europe que je parlerais du grand conseil que l'Amérique s'apprête à tenir ; j'irais aux lieux mêmes honorés par la présence de ce nouveau sénat, et plus heureux que l'envoyé du téméraire Pyrrhus, j'aurais à y contempler et à retracer au monde des hommes égaux en majesté, à ces Romains dont l'aspect royal imprimait le respect, et des intérêts dont la supériorité égale celle de l'Amérique sur le Latium et l'Épire.

Le congrès de Panama a deux objets : 1^o les

moyens d'amener l'Espagne à mettre un terme à la guerre contre l'Amérique; 2° l'établissement et la déclaration des principes du droit public, relatifs au droit continental, colonial, et maritime, en paix comme en guerre. Ainsi le congrès a un objet privé, celui de la fin de la guerre avec l'Espagne, et un objet général de droit public, dont l'application se renouvellera chaque jour d'après les innombrables rapports qui vont s'établir entre l'Amérique et les diverses parties du globe (1). L'annonce

(1) Dans la séance du 10 mai 1825, M. de Villèle répondant à M. le général Foy, par rapport aux agens consulaires ou diplomatiques à envoyer en Amérique, a dit : *Depuis 1808, l'Angleterre est en possession du commerce avec les états américains; elle a, je ne dirai pas des millions, mais des milliards engagés dans ces pays. Or, la France commerce avec eux depuis très peu d'années; en 1824, ses exportations ont été de 30 millions, et ses importations de 16 millions.*

Notez ces paroles : Depuis 1808, époque de l'origine de ce commerce, l'Angleterre a déjà des milliards engagés dans le commerce américain; et la France, au bout de peu d'années, exporte pour une valeur de 30,000,000 fr. et importe pour celle de 16,000,000 fr. *Cela promet.*

de la tenue de ce congrès, et celle de l'objet de son travail, se trouve dans les papiers de Bogota, du 2 février 1825, rapportés dans le Moniteur du 28 mai; on y trouve aussi l'indication de l'auteur de l'Exposé des objets qui seront soumis au congrès : c'est le secrétaire d'état des affaires étrangères de la république de Colombie; ce qui donne à cette annonce un caractère officiel; et dans le fait, un exposé aussi détaillé ne peut guère être l'ouvrage que d'un homme fort rappro-

Il faudrait connaître la valeur du commerce français avec ces contrées aux époques antérieures à la révolution, pour bien juger de ce que l'on doit en attendre. Il est à remarquer que le commerce d'exportation de la France en Amérique, équivaut à la balance du commerce favorable pour la France, que le rapport du directeur général des douanes dit être de 30,000,000 f.; donc, sans l'Amérique, elle serait zéro. Rien n'empêchera l'accomplissement, bien plus, tout confirmera celui de la prophétie qui a dit depuis beaucoup d'années, que par la révolution de l'Amérique, la mer serait habitée autant que la terre, et que l'Europe manquerait à l'Amérique, bien plus que l'Amérique ne manquerait à l'Europe.

ché des conseils où s'est formée la résolution même de la tenue du congrès.

Voici cet acte remarquable :

Objets de délibération pour les Puissances belligérantes exclusivement.

1°. De former ou de renouveler, de la manière la plus solennelle, une ligue perpétuelle entre tous les nouveaux états de l'Amérique contre l'Espagne.

2°. De publier un manifeste sur la justice de leur cause, et sur leur système de politique envers les autres puissances de la chrétienté.

3°. De conclure une convention de navigation et de commerce entre elles toutes, comme alliées et confédérées.

4°. De décider, à l'égard des îles de Cuba et de Porto-Ricco, si elles se coaliseront pour les délivrer du joug de l'Espagne, et dans ce cas, quel contingent d'hommes et d'argent chacune d'elles fournira.

5°. De prendre des mesures pour porter de concert la guerre dans les mers et sur les côtes d'Espagne.

6°. Déterminer si ces mesures seront étendues aux Canaries et aux îles Philippines.

Objets de délibérations communs aux Puissances belligérantes et aux neutres.

1°. De prendre en considération les moyens de rendre efficace la déclaration du président des États-Unis, concernant tout projet futur de colonisation du territoire américain, et ceux de résister à toute tentative d'intervention dans les affaires domestiques des nouveaux états.

2°. De fixer de concert les principes contestés du droit des gens, et principalement ceux qui s'appliquent entre les puissances belligérantes et les neutres.

3°. De convenir sur quel pied devront être placées les relations politiques et commerciales des pays de cet hémisphère, qui sont maintenant comme Haïti, ou qui seraient, par la suite, séparés de leur métropole, sans être reconnus par aucune puissance américaine ou européenne.

Certes, voilà un sujet aussi vaste que neuf, aussi digne des lumières de notre temps, que de

la sécurité qui doit régner parmi les sociétés humaines. Il n'a pas encore appartenu à beaucoup de congrès d'avoir devant eux un horizon aussi étendu, et aussi lumineux ; il semble que , dans cette occasion , l'Amérique conserve la supériorité que , dans toutes ses proportions et dans tous ses attributs , la nature lui a conférée sur le reste du monde. L'Europe compte deux grands congrès , ceux de Munster et de Vienne , celui-ci très supérieur au premier (1), qui fut presque pure-

(1) C'était le sujet d'un bien beau travail, que le congrès de Vienne ; car il ne s'agissait de rien moins que de la reconstitution de l'Europe ; le moment était venu de donner des bases solides à son état politique : au lieu de remplir cet objet si important , dans l'ordre matériel , le congrès a comme choisi la combinaison la plus éloignée du but , en créant le grand-duché du Rhin , et en rapprochant la Prusse de la France , en morcelant la première , ce qui est énerver cette puissance déjà bien faible pour garder les portes de l'Europe contre la Russie , et en adoptant l'extension immodérée de la puissance autrichienne en Italie. On n'a pas même donné au royaume des Pays-Bas l'extension que la nature elle-même indiquait ; on n'a pas contesté à l'Angleterre la possession de quelques points insulaires

ment allemand. Eh bien ! que sont ces congrès en comparaison de celui que l'Amérique s'apprête à célébrer, et qui à lui seul surpassera, à une distance infinie ; tous ceux que l'Europe a tenus et peut tenir encore ? Qu'on y fasse attention, par sa nature propre et par toutes ses circonstances, par les germes qu'il ne peut manquer de semer, le congrès de Panama est et restera un des événemens de l'histoire les plus féconds en résultats : *on datera long-temps de lui.* Que

semés sur le contour de tous les continens, points d'où avec quelques régimens et quelques vaisseaux, l'Angleterre tient toujours son filet tendu sur le globe.

Dans l'ordre moral, par une contradiction fatale à l'esprit humain qui vit de logique, le congrès s'est tenu à la fois en dehors et en dedans des principes de la légitimité. En effet, comment les concilier avec le sort fait à la branche de la maison de Bourbon, qui occupait Parme et Plaisance, ainsi qu'à celui des républiques de Gènes et de Venise ? Rien ne dérouté davantage l'esprit des hommes et ne les écarte plus sûrement de la voie droite, que les demi-applications de principes que l'on entend proclamer inviolables. Après cela, le gros des hommes n'y voit plus qu'un jeu pour les forts, un joug fait pour les faibles seuls ; et cet enseignement les

l'on n'attribue point cette annonce à l'amour de cette cause américaine, que depuis tant d'années je porte dans mon esprit et dans mon cœur ; ce que je dis aujourd'hui n'est que la suite et le corollaire de ce que je disais il y a 27 ans ; les événemens annoncés se sont développés, les résultats prévus se sont établis et consolidés. Dans cette immense affaire, tout a marché de front, sans déviation ; l'Amérique a procédé comme une nation seule, bien plus, comme un seul homme bien inspiré pourrait le

pervertit, et leur persuade que *tout* est d'être fort, mauvaise leçon, et qui a fait beaucoup trop de disciples.

Depuis long-temps j'avais énoncé cette opinion sur le congrès de Vienne, et les résultats n'ont pas été propres à m'en faire changer. Aujourd'hui que l'épreuve est faite et que tout est vérifié, on peut dire que les dispositions créées dans le public par des actes et par quelques parties du langage du congrès de Vienne, sont entrées dans le grand nombre des causes qui ont facilité le 20 mars. Quand on parle de celui-ci, il faut savoir bien distinguer entre la cause et l'instrument, entre le mobile qui a produit et le bras qui a exécuté.

faire ; tout se tient dans cette magnifique révolution , et le congrès de Panama en est , pour ainsi dire , la couronne. Je publie ces vérités contre deux ennemis qui ont fait beaucoup de mal à l'Europe : 1°. les intérêts opposés à l'Amérique , qui travaillent depuis dix ans à égarer sur cette question , la plus grave qui se soit jamais traitée parmi les hommes ; 2°. l'ignorance ou les distractions qui , par deux chemins différens , amènent également à dire : *l'Amérique est si loin , que m'importe ce qui s'y passe ?* Eh bien ! il faut apprendre à ne pas mesurer ses affections à son égard sur la distance matérielle qui en sépare , et montrer que , si dans le fait , la carte de géographie place l'Amérique fort loin de nous , nos intérêts les plus sensibles la rapprochent beaucoup , et la mettent , pour ainsi dire , à nos portes , et comme au milieu de nous.

Souvent , et plus encore dans les intérêts de l'Europe que dans ceux de l'Amérique , quelque chers qu'ils nous soient , nous avons dit , *on ne sait pas assez ce qu'est l'Amérique ; on ne s'occupe pas assez de l'Amérique.* Les événemens ont répondu avec exactitude à cette amicale interpellation. Voyez comme le tableau

s'est agrandi dans l'espace de quelques années : il y a dix ans, qui s'occupait de l'Amérique ? aujourd'hui, qui n'est pas forcé de s'en occuper ? il y a dix ans, quelle place occupait l'Amérique dans ces registres publics des événemens de tout l'univers, que l'on appelle *les journaux* ? Aujourd'hui ils se partagent entre elle et le reste du monde. Il n'est plus un Européen qui, à son réveil, cherchant le monde au point où il l'a laissé la veille, ne se rencontre en présence de l'Amérique autant que dans celle de l'Europe même : il n'est plus de discussion ou de transaction dans laquelle l'Amérique n'entre ; toutes les voiles et tous les vœux (1) de l'Europe cherchent également à se tourner vers elle ; son amitié est un sujet d'envie ou de regrets, suivant qu'on en jouit ou qu'on en est

(1) Voyez les associations qui se forment dans le royaume des Pays-Bas, en Suède, en Prusse et dans la Basse-Allemagne : le vœu des peuples est évident ; ceux des gouvernemens ne le sont pas moins ; il n'est pas fort difficile de juger à quelles considérations tiennent les retards qu'ils subissent personnellement, et qu'ils font éprouver aux autres.

exclus ; et, chose singulière, mais vraie, ceux qui s'éloignent d'elle, ou qui tâtonnent à son égard, se font traîner comme des victimes vers des autels chargés de dons qu'il ne tient qu'à eux de partager avec ceux que des intérêts mieux entendus ont déjà fait accourir auprès d'eux. Aveuglement déplorable, spectacle misérable, et qui froisse l'esprit, erreur d'après laquelle, par une victoire contre nature, la routine l'emporte sur la lumière, les petites considérations sur les plus élevées, et les peuples voient leurs vrais intérêts immolés à des calculs que l'on n'osera pas défendre dans deux ans. Aussi voyez ce qui se passe, et si jamais le monde fut témoin d'une scène aussi remarquable. La guerre a commencé et a été poursuivie sur le sol de l'Amérique ; voilà que le théâtre en est déplacé, et rapporté de l'Amérique en Europe. C'était une guerre continentale, la voilà une guerre maritime ; l'Espagne envoyait en Amérique, avec menaces et fracas, les exécuteurs de ses durs commandemens, les ministres terribles de ses vengeances ; son tour de trembler est venu, ses rivages n'ont plus que des ports solitaires et alarmés, la Méditerranée porte avec

étonnement des pavillons inconnus d'elle ; Colombie, Buenos-Ayres, viennent rendre aux côtes de l'Espagne la désolation qu'elle a portée sur la Plata et l'Orénoque, et l'Amérique bloque aujourd'hui les ports d'où le génie devinateur de Colomb s'élança pour la révéler et la donner à l'Espagne, présent funeste à toutes les deux. Telles sont les circonstances dans lesquelles se réunit le congrès de Panama.

Mais qui a conduit l'Amérique à le former, qui lui en a inspiré la pensée ? le bon sens, c'est-à-dire l'obéissance à la nature des choses : on ne s'égare jamais en s'abandonnant à elles, et en se laissant porter sur leur cours. Or voici cette nature des choses dans la question actuelle.

La guerre de l'Amérique a un objet commun, et un ennemi commun, l'Espagne et sa domination. La cause est commune à toutes les parties de l'Amérique ; toutes comparâtront donc à Panama. De quoi y traitera-t-on à l'égard de l'Espagne ? sera-ce de conquête sur elle, de l'affaiblir dans sa puissance, ou de quelque autre objet ambitieux ? loin de là, on ne demandera à l'Espagne que de finir sa mau-

vaise guerre, et de laisser l'Amérique libre et tranquille, comme l'Amérique veut laisser l'Espagne. Il ne s'y agira que de forcer l'Espagne à la paix, à défaut de la raison et du sentiment de ses intérêts, par celui des calamités résultantes de la guerre. Cette guerre, de la part de l'Amérique, sous couleur offensive, sera donc purement défensive; car elle ne renferme aucun objet d'ambition : *c'est une guerre de paix.*

L'Amérique a combattu et triomphé : elle a déchiré jusqu'au dernier des drapeaux que l'Espagne avait arborés chez elle ; elle en a jeté les lambeaux aux vents. L'Espagne se confie dans son éloignement contre les ressentimens de l'Amérique ; celle-ci ne s'abuse pas sur la nature des coups qu'elle peut porter à l'Espagne. Porto-Ricco, Cuba, les Canaries, les Philippines peuvent être atteintes ; à Panama, l'Amérique délibérera sur ce qu'elle doit faire de ces domaines de son ennemi, s'il reste obstiné et implacable. Tel sera le premier objet des délibérations du congrès américain.

D'un autre côté, l'Amérique entre dans le monde politique et social : elle voit et entend

tout ce qui s'y passe. Hélas ! qu'y aperçoit-elle ? le choc des opinions, la fluctuation et la contradiction dans les principes élémentaires de l'ordre social, une masse immense de maux produits par l'arbitraire, dans des sociétés déformées par lui. Le bon sens lui fait sentir le besoin de ne pas confier ses destinées à cette mer orageuse, mais de donner à son existence une base solide, celle qui résulte de l'adoption des vrais principes de l'ordre social ; en un mot elle veut *le droit* ; elle va dire au reste du monde ce qu'elle attend de lui, comme ce qu'il doit attendre d'elle ; à Panama sera faite la déclaration des droits d'un monde à l'égard de tous les peuples. Jusqu'ici quelques états, rares encore, avaient des déclarations de *droits des citoyens*, actes privés et renfermés dans l'enceinte de ces familles ; à Panama, la scène s'agrandira, on entendra une partie de l'univers dire aux autres parties du globe : *Le Droit est une divinité tutélaire et impartiale pour tous ; voilà ce que la nature des choses le fait. Je le prends à sa source ; là il est pur, exempt du mélange des passions, des préjugés, des intérêts et de la rouille du temps. D'ailleurs il n'y a pas de*

temps pour le droit; seul, ce droit sera ma règle, seul il régnera sur moi à votre égard; mais aussi chez les autres, je ne reconnaitrai pas d'autre maître. Admirable langage, et qui renferme tout ce que l'on doit aux autres et à soi-même.

Le congrès de Panama est donc dans la nature des choses américaines; il ne pouvait point n'être pas tenu, il est le résultat obligé de la révolution de l'Amérique; cette révolution a marché avec un ensemble et une rapidité privilégiés entre toutes les révolutions que l'histoire rappelle. On a combattu quarante ou cinquante ans pour la Hollande et pour la Suisse, et dix ans au plus ont complété l'immense changement de l'Amérique; toutes ses parties sont arrivées au but, comme à la même heure; toutes veulent également une solution définitive et complète avec tout le monde, et avec toutes choses. Rien de plus naturel en soi, ni de plus juste à l'égard des autres; la guerre sans objet est une atrocité, indigne d'être doués de raison; l'instinct de la destruction et du carnage n'appartient qu'à la brute. Une existence équivoque, contestée, est pleine de dangers; l'Amérique connaît les siens, de plus elle sent sa force et son prix; elle ré-

clame ses droits à cette sécurité d'existence qui est le droit commun de l'homme envers son semblable, et de toute société envers les autres sociétés. Délivrée d'ennemis extérieurs, l'Amérique, par une transition naturelle, passe à la consolidation sociale de son existence future; c'est ce noble et légitime sujet qui attire à Panama ses représentans chargés de la mission la plus étendue et la plus élevée dont la politique ait encore revêtu des hommes.

PARTIES BELLIGÉRANTES.

Parallèle de l'Espagne et de l'Amérique, par rapport à la guerre.

L'infiniment grand et l'infiniment petit, relativement l'infiniment riche et l'infiniment pauvre, l'infiniment éclairé et l'infiniment ténébreux, l'infiniment avisé et fondé en raison, et l'infiniment mal avisé et dépourvu de prudence, tels sont les attributs respectifs avec lesquels l'Espagne et l'Amérique se présentent

dans la lutte. L'état de l'Espagne fait pitié, et celui de l'Amérique fait envie ; tout le monde fuit l'Espagne, et ne veut pas avoir à faire avec elle ; tout le monde recherche l'Amérique et veut former des liens avec cette terre de richesses. La restauration de l'Espagne a fini d'abîmer ce malheureux pays ; la révolution de l'Amérique a restauré celle-ci en totalité. Le pouvoir erre et flotte en Espagne ; il est exercé par des oppresseurs tirés de la lie de la nation, sur des opprimés qui en forment la partie la plus éclairée : la nuit y prévaut sur le jour, la folie sur la raison, l'anarchie sur la loi, la tourbe sur l'élite de la population. Ce pays se partage entre l'anarchie et la misère (1) ; des moines ignorans poursuivent grossièrement les lumières comme leurs ennemis ; ils fanatisent une tourbe armée qui n'accorde d'obéissance qu'aux commandemens qu'elle a dictés : race aussi funeste à l'ordre public que les hommes de 1793, dont encore cette populace n'a pas les talens et la terrible énergie. L'Espagne n'a plus rien de ce qui constitue un gouvernement

(1) Voyez l'entreprise de Bessières.

propre à une action régulière (1), une cour divisée, foyer d'intrigues entre de misérables courtisans et de ridicules favoris; les agens supérieurs de l'autorité chassés, repris, toujours

(1) Voyez ce qu'on lit journellement dans les papiers sur les favoris Ugarte, Colamardi, qui ont eu pour prédécesseurs les Victor Saez, le duc de San Fernando, et la Camarilla. Voyez aussi le sort qu'ont eu presque tous les ministres depuis 1814, à commencer par le chanoine Escoiquiz, le plus fidèle et plus dévoué serviteur de Ferdinand VII; le général Santa-Crux, le comte d'Ofalia. A Madrid, on fait comme dans l'Orient; du pouvoir à l'exil, au cachot, aux sévices de toute espèce, il n'y a qu'un pas. On commence par torturer un homme pendant un long temps, on lui inflige plus de souffrances que les tribunaux n'oseraient lui en faire subir, même après des crimes graves et bien constatés; on reconnaît un matin qu'il est *blanc comme neige*, et l'on en est quitte pour le mettre dans la rue; c'est à lui à lécher ses plaies, et ce qu'il y a de plus curieux, dans tout ceci, et qui complète tout, c'est que le lendemain de cette belle opération, on entend des trompettes officielles célébrer la justice, la générosité, la sollicitude du pouvoir sous lequel se sont passées toutes ces belles choses. N'est-ce pas insulter à l'humanité? Les

suspendus entre la disgrâce et une faveur contestée; les lois sans exécution, le trésor sans argent, l'impôt sans acquittement, le soldat sans paie, les ports et les arsenaux sans vais-

hommes sont-ils entrés dans des sociétés qu'ils soutiennent au prix de tout ce qu'ils ont de plus cher, pour y trouver de pareils traitemens? Voilà le fruit de ces gouvernemens ocultes et absolus qui écrasent le midi de l'Europe, et que des hommes sans cœur comme sans esprit célèbrent encore parmi nous, qu'ils nous ont proposés pour modèles, et qu'ils nous auraient rendus, s'il avait dépendu d'eux; dans son état actuel, l'Espagne est la satire même du pouvoir absolu, tant il s'y est montré sous des formes hideuses.

On lit encore journellement, *tel régiment désigné pour la Hayane, a déserté; il n'en est resté que les officiers. — Tels régimens ont forcé les caisses publiques. — La garde seule est payée, les autres troupes sont en arrière pour la paie, de six mois; elles manquent d'habillemens et de chaussures; les employés ne sont pas payés. — On a pris telle caisse d'épargne pour les employés et l'on a fait tel emploi des fonds. On a trouvé quelques centaines de mille francs chez tel banquier, à condition d'un tel monopole, d'un tel privilège; c'est-à-dire le droit donné à l'un pour rançonner tous les autres. Voilà comme l'Espagne se gouverne; elle a*

seaux et sans armes : c'est dans cet état que l'Espagne prétend continuer sa lutte contre l'Amérique brûlante du feu de sa régénération, brillante de l'éclat de ses victoires, dévelop-

acquis la démonstration la plus complète de l'anéantissement de son crédit, par le refus d'emprunts qu'elle a éprouvé partout. Il est évident que son état s'est aggravé en comparaison des lois de 1820. On voit venir les conséquences. Il est évident que l'Espagne ne pourrait plus user de la ressource des biens de son clergé. Qui achèterait dans un pareil pays ? Autant vaudrait porter ses capitaux en Turquie.

Maintenant, on en est en Espagne à demander des lois contre les émigrés, et l'émigration ; ces habiles hommes ne peuvent pas sortir du Code pénal. Ils ne connaissent *que la peine* pour gouverner leurs semblables ; tout le *moral* du gouvernement échappe à leur vue ; ils n'ont jamais soupçonné son existence. Eh ! quelle peine, grand Dieu ! peuvent-ils infliger à une créature humaine, à un être doué de raison, au-dessus de celle de vivre sous leurs lois et d'habiter l'Espagne gouvernée par eux ? Ces hommes oublient que les deux émigrés dont la rentrée est la plus pressante pour l'Espagne, sont *le bon sens et le crédit*. Il ne manquerait que de faire des lois contre leur émigration, et de leur *donner terme* pour rentrer.

pant chaque jour la virilité de ses membres émancipés et dégagés de chaînes. L'Espagne n'a pas pu maintenir sa domination en Amérique, et elle en rêve une nouvelle conquête ; elle n'a pu résister à l'Amérique renaissante soutenue par son seul courage, et elle prévaut contre l'Amérique pourvue de tous les attributs de la force ! L'Espagne de 1814 était un *Hercule* en comparaison de l'Espagne de 1825, et elle n'a rien pu contre l'Amérique qui, en 1814, n'était encore qu'un enfant, et qui, en 1825, est un *Hercule*, relativement à l'Espagne. A aucune époque de son histoire, l'Espagne n'était tombée aussi bas qu'elle l'est aujourd'hui ; elle est rayée de la puissance comme de la politique européenne ; elle ne compte plus dans cette contrée que par les scandales qu'elle présente, par le fardeau qu'elle impose à qui a le malheur d'être lié avec elle, et par les dangers dont elle menace la tranquillité générale ; car il faut un miracle pour que l'Espagne échappe à la catastrophe dont elle rassemble les matériaux avec une persévérance aveugle et un art funeste. Aujourd'hui ce résultat est encore plus évident

qu'il ne l'était en 1820, d'après ce qui s'était passé depuis 1814. Que peut donc l'Espagne contre l'Amérique? rien, absolument rien : sa guerre n'est plus qu'un complément de ruine pour elle. Compterait-elle sur des troubles intérieurs, sur la ressource même du crime, tel que celui dont Bolivar vient de manquer d'être victime ! mais la chance des troubles est épuisée ; ils ont eu lieu, ils sont l'apanage nécessaire de la violence qui rompt les liens de l'ancienne domination : mais cette perturbation n'a qu'un temps ; le besoin et la raison ramènent l'ordre, tout se classe, hommes et choses. L'Amérique en est là ; elle a subi la loi commune, inhérente à toute révolution faite par la masse des citoyens ; elle a eu ses ambitieux et leurs luttes. Tout cela est fini ; l'Amérique est organisée régulièrement ; il règne chez elle plus d'ordre qu'il n'y en a en Espagne, et elle est bien plus fondée à compter sur la désorganisation de l'Espagne, que celle-ci ne l'est à compter sur la sienne. Eh bien, quand le crime, *quod omen Diu avertant*, atteindrait Bolivar, cela rendrait-il l'Amérique à l'Espagne ? Quel en serait le fruit ? un redou

blement de haine contre l'Espagne. Sûrement la perte de ce grand homme serait une des plus sensibles que l'Amérique pourrait faire : mais que ferait-elle gagner à l'Espagne ? a-t-elle la folie de croire qu'abattre une tête principale est détruire une révolution *de peuple* ? c'est réduire la question entre *un homme et elle*, et la question existe entre un monde et l'Espagne : telle est la manie des bannis ; ils s'imaginent toujours que c'est à eux que l'on veut revenir , que tel obstacle levé , les routes du retour sont aplanies , tandis qu'il peut y avoir mille combinaisons qui leur soient contraires. La mort de Bolivar ne rendrait pas plus l'Amérique à l'Espagne , qu'en 1800 , celle de Napoléon n'eût ramené en France la monarchie ; on fût retombé dans le désordre , dans les luttes intérieures ; mais on n'aurait pas passé instantanément à la monarchie , dont les élémens dispersés avaient besoin d'être recueillis par une main puissante et réchauffés par une incubation nouvelle , de manière à ce que , par cette re-creation , les choses étant faites , il n'y eût plus de combats qu'entre *des hommes* dont les uns occupent la place qui alors était remplie par d'au-

tres, comme il est arrivé en 1814. La monarchie existait; il n'y a eu qu'à se placer au poste dont le titulaire venait de descendre; au lieu qu'en 1800 il fallait refaire le poste lui-même.

Il en serait de même, et à bien plus forte raison, en Amérique; il faudrait que l'Espagne y reconstituât en totalité sa domination. Écartons donc cette idée, comme aussi révoltante par son absurdité que par son atrocité. On a beau se retourner pour trouver un motif, une signification quelconque à la guerre de l'Espagne contre l'Amérique; il est impossible d'y apercevoir autre chose que ruine et folie (1).

(1) La bataille d'Ayacucho a été pour l'Espagne et l'Amérique, ce que furent pour César et Octave les batailles de Pharsale et d'Actium contre Pompée et Antoine; c'est un de ces combats définitifs qui détruisent un pouvoir et consolident l'autre. Les effets naturels de cette action ne se sont pas fait attendre. Les provinces du haut Pérou se sont réunies à celles du bas Pérou; Olanetta, réduit à une poignée de soldats, s'est fait *tuer en pure perte*. Aurait-il pu dire ce qu'il prétendait faire après la destruction de la grande armée espagnole? En tout temps, la sottise a reçu son salaire. Il reste donc à l'Espagne, pour quelques jours seulement, car chaque

Qu'il en coûte à l'Espagne d'accepter la perte d'un domaine aussi précieux que l'Amérique :

courrier peut apporter la nouvelle de leur reddition , le fort d'Usloa , et le Callad. Bolivar est campé devant celui-ci. Qui peut lui porter du secours dans l'éloignement où il est de l'Espagne ? Sa résistance est une insanité ; celle du fort d'Usloa est , sous quelques rapports , moins dépourvue de raison ; car il peut être ravitaillé par la Havane. D'ailleurs , il n'est d'aucune influence sur les affaires du Mexique. Seulement sa résistance portera le gouvernement du Mexique à se pourvoir en Angleterre et aux États-Unis de vaisseaux plus forts que ceux qu'il a employés jusqu'ici , et le résultat final de toute cette conduite sera d'avoir créé une marine au Mexique , laquelle avec celle de Colombie servira à attaquer la Havane (1) ; il est impossible que l'Amérique souffre cette propriété espagnole à ses portes ; sa tranquillité éternelle en dépend. La Havane sera donc attaquée par l'Amérique , si elle ne se rend pas indépendante par elle-même. Le Mexique vient d'ordonner l'établissement d'un port de guerre ; ce sera le premier qu'aura vu le golfe du Mexique ; ainsi au bout de deux ans de liberté , la république du Mexique aura fait plus que l'Espagne monarchique n'en avait fait dans trois cents ans.

(1) Cela s'est vérifié d'après la reddition des vaisseaux espagnols en Amérique.

cela est dans l'ordre de la nature ; aussi , ne s'agit-il pas de la justesse des regrets , mais de la possibilité de recouvrer ce bien perdu ,

Il faut s'attendre à voir de merveilleuses créations dans le golfe du Mexique , qui va devenir le centre du commerce de l'Univers. Que de choses il y a là à gagner à se séparer de l'Espagne , et à sortir de l'état colonial , pour passer à l'état *de propriétaire* ! L'Amérique rendue à elle-même , faisant ses affaires elle-même , travaillant en esprit de propriété , avec toute liberté , avec autant de désir d'avancer que l'Espagne en avait de la retenir ou de l'arrêter , l'Amérique enfantera des prodiges. On peut pronostiquer que cet isthme de Panama dont on a tant parlé , et qu'on a tant négligé , avant peu sera soumis à l'action puissante de l'art qui saura bien ouvrir les routes directes de l'Europe aux côtes occidentales de l'Amérique et à l'Asie , et celles de l'Asie , de la mer du Sud , et de tout le littoral américain occidental vers l'Europe. Là commencera une immense révolution commerciale , favorable à trois parties du monde , et aux nouveaux continens de la mer du Sud. Il en sortira de quoi dépasser tout ce que l'imagination des hommes peut se figurer. Qui aura produit ces biens immenses ? la séparation de l'Amérique avec l'Espagne , c'est-à-dire sa civilisation : et puis opposez-vous à la révolution de l'Amérique , et à la civilisation !

et de ne pas ajouter à cette perte déjà si grande, par d'inutiles efforts pour la réparer. Ici revient la raison avec ses lumineux conseils : elle veut que les affaires des nations soient dirigées d'après leurs intérêts, et non pas d'après leurs passions, guides funestes, et que l'on ne les épuise pas pour courir après ce qui est perdu sans retour. La résignation a aussi son courage, et quand son heure est arrivée, il faut savoir accepter ce qu'elle ordonne et s'y soumettre. A coup sûr, l'Angleterre était plus puissante contre l'Amérique du nord, que l'Espagne ne l'est contre l'Amérique du sud : se refusa-t-elle à la loi de la nécessité ? fit-elle céder ses intérêts à ses répugnances ? voua-t-elle une guerre éternelle à l'Amérique ? S'exposa-t-elle à voir ses colonies attaquées, ses côtes insultées, son commerce ruiné par un ennemi usant à son tour de sa supériorité ? L'Angleterre n'avait rien à craindre de tout cela, et cependant elle ne s'obstina pas à combattre l'Amérique en lui refusant son aveu pour ce qu'elle possédait déjà par le fait. Les vains dépités de l'orgueil impuissant ne furent pas admis dans les conseils de l'An-

gleterre. Avertie par les faits , elle relâcha les liens de l'Amérique , et lui abandonna la jouissance de ce qu'elle n'avait pas pu l'empêcher de conquérir. Voilà le modèle que tous les intérêts de l'Espagne pressent cette puissance agonisante d'imiter.

Mais , ce n'est pas tout : ici il ne s'agit pas de la seule Espagne ; portons nos vues plus haut ; nous allons découvrir de quels dangers cette prolongation de la guerre Espagnole contre l'Amérique menace l'Europe. Ces dangers résultent :

1°. De l'invasion des mers du midi de l'Europe par les bâtimens armés de l'Amérique, qu'attire dans ces parages la guerre subsistante entre elle et l'Espagne ; 2°. De l'aggravation de l'état intérieur de l'Espagne, qui l'expose évidemment à une rechute plus grave que sa première maladie politique ; 3°. De la propagation de l'indépendance des colonies, et de leur formation en républiques, qui sont les conséquences naturelles de la prolongation de cette guerre. Ces trois choses se montrent à découvert dans la durée de cette lutte , si toutefois il y a une lutte, car toute lutte suppose deux

adversaires, et, dans le cas actuel, l'Espagne ne présente plus que l'image d'une victime impuissante à rendre les coups qui la meurtrissent. Un vieillard décrépît, abattu, aux pieds d'un colosse plein de vigueur et de jeunesse, n'est pas un athlète.

1°. Il ne faut point que l'orgueil blessé de l'Europe l'aveugle sur cette vérité. Le tour de l'Amérique est à la fin venu ; elle a pris la route de l'Europe, comme l'Europe avait pris celle de l'Amérique. L'année 1825 aura à inscrire dans ses fastes que, pendant son cours, le pavillon de l'Amérique franchit les colonnes d'Hercule et vint se montrer à la Méditerranée étonnée de la vue de ces hôtes nouveaux. De tous les phares élevés sur ces rivages, on peut les découvrir ; tout le littoral de la Péninsule est enceint d'une chaîne de corsaires ; l'Espagne est comme retranchée du commerce de l'Europe : celui-ci ne peut plus avoir lieu avec elle, qu'avec le danger de contestations renaissantes ; il est inévitable que cet ordre de choses n'en amène point de la nature la plus désagréable : cet état est violent, il nuit à tout le monde, il blesse tous les inté-

rêts , il est plein de menaces qui peuvent se réaliser chaque jour : le droit maritime n'est pas fixé par des lois générales , une des parties belligérantes manque du titre généralement reconnu *de nationalité* , il peut se trouver des hommes qui aient gardé l'habitude de ne voir dans les Américains que des rebelles , et qui soient portés à en user à leur égard avec présomption. Par-là , il s'est formé une situation diamétralement opposée à l'intention générale de l'Europe pour le maintien de la paix : ainsi l'Espagne contrarie directement ce but par la continuation de la guerre , et le pays qui , depuis quelques années , a tant inquiété et tracassé l'Europe , qui coûte si cher à la France , peut ajouter au fardeau dont il a déjà chargé tout le monde , celui d'une guerre susceptible de s'étendre à toute l'Europe.

2°. Si l'Espagne existait à une grande distance de l'Europe , sans liens antérieurs et sans consanguinité avec elle , son état inspirerait les sentimens que l'humanité ne refuse pas au malheur ; mais , dans cet éloignement , sa détresse anarchique ne serait pas un danger pour l'Europe ; celle-ci pourrait contempler l'incendie

d'un poste de sûreté, et sans crainte de ses atteintes; mais l'Espagne tient à l'Europe par mille rapports, et dans l'état des communications des peuples entre eux, tous se tiennent, et il est hors de la nature des choses que l'Europe reste isolée de l'Espagne, et ne finisse point par se ressentir de sa situation; celle-ci est si violente, si bizarre, si contraire à toute saine notion de gouvernement, qu'elle ne peut manquer d'aboutir à une commotion prochaine; si l'Europe a cru ne pas de voir abandonner l'Espagne à elle-même, lors de sa première révolution, comment croirait-elle pouvoir se tenir à l'écart de l'incendie dont des mains imprudentes et forcenées rassemblent de toutes parts les matériaux? La guerre avec l'Amérique n'est-elle pas un des plus actifs agens de ces menaçans préparatifs? car cette guerre aggrave la ruine de l'Espagne; la misère toujours croissante fera accroître le désordre, et le rendra incurable, et quand il sera au comble, de nouveau il faudra marcher en Espagne; car on ne voudra pas la laisser se consumer dans les flammes allumées et attisées par le plus déplorable système. Il est dans la nature des choses que ce soit à la

France d'aviser la première aux moyens d'en finir et d'en avoir la charge ; car aucun plus qu'elle ne sera exposé à dire : *Jam proximus ardet Ucalegon.*

L'Espagne est complètement annulée pour l'Europe politique ; elle n'est plus un membre vivant du système européen : celui-ci ne peut que souffrir du retranchement d'un appui qui pourrait y tenir une place importante. L'Europe est constituée de manière que , dans son système défensif contre la Russie , l'Allemagne forme le corps de bataille , la France la réserve , les Pays-Bas l'aile gauche de cette réserve , l'Espagne l'aile droite , et que l'Angleterre soit le trésorier de cette fédération préservatrice (1). La place de l'Espagne reste actuellement vide , elle a comme déserté l'Europe , et celle-ci est affaiblie par cette défection , qui est produite en partie par cette guerre d'Amérique que l'Espagne s'obstine à continuer contre toute raison. C'est un cancer qui élargit les plaies dont ce lazare politique est déjà couvert.

(1) Il ne s'agit pas ici d'attaquer, mais de se défendre contre le colosse du Nord.

3°. Les gouvernemens européens craignent les révolutions, et les républiques comme résultats des révolutions; prévision fondée justement sur la manière dont gouvernent les choses, des hommes qui ont l'air d'être les procureurs fondés d'une propagande républicaine. Voyez si par sa malfaçon à gouverner toute chose, l'Espagne ne semble pas s'attacher à jouer ce rôle. Par son obstination à posséder l'Amérique malgré elle, et à la frapper de ses armes, l'Espagne a poussé cette contrée au républicanisme : c'est elle qui l'a détachée de la monarchie ; cette première leçon n'apprend rien à l'Espagne, elle s'opiniâtre à la guerre contre l'Amérique : celle-ci bien assurée chez elle, dit : Eh bien, puisque vous voulez la guerre, et toujours la guerre, je vais rendre Cuba et Porto-Ricco à l'indépendance ; les domaines d'outre-mer épuisés, je passerai à porter la liberté aux Canaries et aux Philippines, et, en cas de besoin, ce sera sur son propre sol que j'irai chercher l'Espagne. Qui peut calculer les effets d'un appel à l'indépendance adressé à des millions d'hommes torturés par un système flétrissant pour eux, pour leur pays

et pour l'humanité? Ainsi, par sa conduite irréfléchie, l'Espagne est devenue un fil conducteur qui attire de contrée en contrée l'indépendance et la république; le système anti-américain de l'Espagne est donc un système anti-européen, qui rapproche d'elle ce qu'elle met le plus de prix à écarter. Observez avec quelle rapidité on est parvenu à ce point, et jugez par-là ce qu'on doit attendre de l'avenir; et, quand il sera réalisé, à qui sera-t-on fondé à s'en prendre? Faudra-t-il encore accuser les idées révolutionnaires, les progrès de la démocratie, et invoquer un redoublement de sévices et de rigueurs contre de prétendus auteurs d'un mal que l'on a fait soi-même? Et dans une situation pareille, dommageable pour tous, si le droit d'intervention ne portait avec lui tant de principes funestes, si le point précis qui autorise son usage était plus facile à assigner, l'Europe n'aurait-elle pas le droit de demander à l'Espagne la révision de ses conseils et de sa direction? Certes, une intervention de cette nature, dirigée vers un but d'utilité aussi sensible que générale, vaudrait bien toutes celles dont on a eu le spectacle depuis plusieurs

années , et laisserait après elle des fruits d'une utilité moins contestable.

En cas de continuation de la guerre, le congrès de Panama doit former et cimenter de la manière la plus solennelle une ligue perpétuelle entre tous les nouveaux états de l'Amérique. Que pourra l'Espagne contre une coalition liée par un intérêt aussi puissant et aussi général? Celui-ci est de la nature de ceux qui ne prêtent à aucun dissentiment, et qui maintiennent les ligues dans toute leur vigueur. L'Espagne n'a pas pu résister à chaque état séparé de l'Amérique, et elle s'opposerait à l'effort combiné de ce grand corps, dont aucun obstacle intérieur ne gênerait le développement, fort de ses succès, de son expérience et de ses lumières! Cela se conçoit-il? Mais la plus grande perte pour l'Espagne ne se trouverait-elle pas dans l'exclusion de la participation aux avantages que l'Amérique fera trouver à tous ceux qui entretiendront des relations de commerce avec elle? Par sa folle opposition, l'Espagne s'expose à en être privée sinon pour toujours, du moins pour un long temps; et il est très évident que l'Amérique seule, par son commerce,

peut être la réparatrice des misères de l'Espagne, et ramener du sang dans ce corps délabré. Depuis vingt-sept ans, je crie à l'Espagne, comme au reste de l'Europe : Vous n'avez qu'une seule ligne de conduite à suivre à l'égard de l'Amérique : avec elle, laissez là la politique proprement dite, et ne songez qu'à ses profits de commerce : vous vous abusez sans cesse sur le compte de l'Amérique. D'après vos anciennes idées, d'après votre routine, vous voulez absolument faire de l'Amérique un champ de spéculations politiques, et, dans le fait, elle n'en est qu'un de spéculations commerciales. A cet égard, il règne une méprise générale, et celle-ci est de la nature la plus dommageable : ce sont là de ces fautes qui gâtent un système tout entier, et dont les suites se font ressentir long-temps. L'Amérique est hors de toute espèce de politique pour ou contre l'Europe ; en revanche elle entre jusqu'au plus profond de ses intérêts de fortune et de richesses, et celles-ci sont l'âme et le nerf de la politique. A la distance où l'Amérique et l'Europe sont l'une de l'autre, dans l'impossibilité de s'atteindre mutuellement, la partie la plus

riche a un avantage immense sur celle qui l'est le moins : elle n'a pas besoin d'armes contre elle , il lui suffit de s'ouvrir ou de se fermer pour ou contre elle : là est le frein véritable à donner aux inimitiés dont elle peut être l'objet. Supposons l'Amérique mécontente de l'Angleterre ; aurait-elle besoin d'armer contre elle et de recourir à la force positive ? Assurément non ; il lui suffirait de suspendre le commerce ; l'Angleterre n'est pas en état de supporter cette suspension : de tous les points de l'empire britannique s'éleverait une voix puissante qui demanderait le redressement du tort qui aurait fait lancer cet interdit ; l'Amérique parlerait dans les salles mêmes de Westminster, et couvrirait les voix qui s'éleveraient contre elle. Par une simple négation , l'Amérique est plus puissante contre l'Europe , que l'Europe avec toutes ses forces le serait contre elle : ceci est une vérité élémentaire , sur laquelle on ne peut trop insister, et que je désire inculquer dans tous les esprits, pour le commun avantage de tous. Faites l'application de cette théorie à l'Espagne , et voyez ce à quoi elle s'expose , en encourageant volontairement l'anathème d'exclu-

sion commerciale dont l'Amérique peut la frapper (1) ; dans ce sens l'Amérique est à l'égard de l'Europe , ce que Rome fut contre elle au temps de la grande puissance papale ; elle lançait l'interdit sur les états et sur les souverains. Ceux que frappait ce foudre redouté , tombaient retranchés de la société européenne , en souffrant tous les maux attachés à l'horreur que faisait ressentir une aveugle crédulité. La place qu'occupait Rome à l'égard des pères , dans l'ordre religieux , l'Amérique l'occupera dans l'ordre de la richesse , à l'égard de leurs descendans : Qui sera *excommunié* par elle , sera exhéredé de la richesse , et par conséquent privé du pouvoir élémentaire des sociétés modernes ; *hors de l'Amérique , il n'y a plus de salut en finances* ; désormais tout pouvoir de richesse viendra d'elle , et la dispensation de ce pouvoir en place un immense dans ses mains. L'Amérique ne l'ignore pas , elle n'en est pas à apprendre le prix dont elle est , à connaître le

(1) La prédiction était accomplie même avant la publication de cet écrit. Voyez le décret du Pérou du 17 avril , dans le Moniteur du 27 août.

principe de la force qui est son apanage : elle sait que , pour favoriser ou punir, elle n'a qu'à élever ou bien à abaisser ses barrières ; l'Espagne s'expose à ce châtement , par la prolongation de la guerre, et, déjà bien pauvre, elle provoque de gaité de cœur ce qui achèvera de la ruiner. Ce pays est si peu avancé dans la partie de ses conseils habituels, que des idées aussi simples n'ont pu encore y pénétrer, et qu'on en est encore aux rêves de grandeur, de pouvoir et de politique , qui auraient pu appartenir au règne de Charles-Quint ; et cependant il n'est aucun pays auquel on puisse dire avec autant de raison , comme au vieillard de la fable :

Quittez le long espoir, et les vastes pensées.

Mais ce sera surtout dans ses rapports avec le droit public des nations que le congrès de Panama sera d'un grand intérêt, et donnera naissance à une ère nouvelle. Il se propose, 1°. de publier un manifeste pour mettre sous les yeux du monde entier la justice de ses droits; 2°. d'expliquer son système de politique envers les autres puissances de la chrétienté ; 3°. de

conclure une convention de navigation et de commerce entre toutes ses parties comme alliées et confédérées; 4°. de régler la colonisation éventuelle de toutes les parties de l'Amérique; 5°. de fixer les principes du droit des gens, principalement par rapport aux guerres maritimes; 6°. de déterminer ses relations avec les états devenus indépendans et non encore reconnus. Jusqu'ici les congrès n'ont guère atteint que des objets matériels, des portions de territoires: le congrès de Panama dépassera beaucoup cette limite; car le voilà touchant aux racines mêmes des sociétés; il n'a rien à démêler avec l'Europe, quant au territoire, mais comme puissance maritime et commerciale, toutes les parties de l'Amérique doivent aspirer à l'établissement d'un code universellement reconnu entre des nations que mille rapports doivent faire trouver sans cesse en présence: c'est un vœu de paix que l'Amérique a conçu, et dont elle va présenter les moyens au monde; on ne peut que la louer de vouloir prévenir toutes les collisions qui naissent naturellement de droits contestés. Puisque le commerce va former beaucoup de liens entre les deux hémisphères,

il est indispensable d'assurer les routes qui conduisent de l'un à l'autre , et de cimenter le code qui doit les régir. Tant que l'Amérique a été régie colonialement, ces précautions étaient superflues ; mais depuis qu'elle a repris une existence propre, elle a le droit de la placer sous la sauve-garde de lois reconnues par tous ceux avec lesquels elle est destinée à avoir à faire. Il faut le dire, ce qui est bon pour elle, l'est également pour l'Europe ; car le maintien légal de relations assurées et pacifiques est un avantage commun, et l'absence des contestations profite également à tout le monde. Avertie par ce que l'oubli et l'absence d'un droit général ont coûté à l'Europe, l'Amérique, dès son début dans le monde social, demande à le fixer, et veut entrer dans les sociétés humaines, un code de lois générales à la main : pensée humaine, juste, élevée, et qui honore l'Amérique entre toutes les nations. Enfin, grâce à elle, un code de lois élémentaires pour les sociétés humaines va donc enfin être promulgué parmi elles ; ce que l'on a dit de Montesquieu, *le genre humain avait perdu ses titres, Montesquieu les lui a fait retrouver,*

va se réaliser en Amérique. Avec quelque autorité de génie qu'un homme parle au monde , cependant sa voix n'est jamais que celle d'un homme : ici ce sera celle d'un monde entier. Un particulier est toujours placé sous une loi quelconque de réserve ; notre civilisation n'en a jamais admis l'entière dispense pour les individus qui ont tant d'intérêts à ménager et tant de dangers à craindre : mais qui peut imposer les mêmes gênes à un monde entier, à l'Amérique? qui peut l'intimider ou la séduire? Pourquoi dissimulerait-elle, sacrifierait-elle quelque partie de la vérité? Au contraire , son intérêt ne la conduit-il pas à sa manifestation toute entière? Elle a tout ce qu'il faut pour être à la fois sans peur et sans reproches ; et non seulement l'Amérique possède tous les avantages de position nécessaires pour dire la vérité toute entière, mais elle seule est affranchie de tout ce qui, sur notre continent, la retient captive, ou l'obscurcit. Cette vérité ne peut paraître dans sa pureté primitive, que sur une terre vierge, exempte de toutes les difformités qui surchargent le reste du monde. Sans penser à l'Asie et à l'Afrique, apanages éternels de la barbarie, comment

établir le droit, dans sa pureté, sur la terre de l'Europe, encore encombrée du dépôt des lois et des usages qu'y ont apportés les féroces conquérans du Nord? Que notre orgueil n'en murmure pas; ils sont nos pères et nos instituteurs; ils vivent encore parmi nous; ils règnent encore sur nous. Combien de lois absurdes, bizarres, irréfléchies, ne découlent pas encore parmi nous de cette source impure? Comment élever, sur ce chaos, le fanal transparent du droit véritable? comment le faire prévaloir au milieu de tant d'intérêts ennemis? Heureux quand, après de longs combats, on laisse percer quelques parties de ce droit, et qu'on lui permet de se glisser là où il devrait toujours paraître en tête de tout. Mais l'Amérique n'est pas assujettie à ce régime restrictif; sa langue est aussi libre que son bras, et, sous la protection de celui-ci, celle-là va faire entendre au monde un langage pur de toute feinte, et dicté uniquement par la nature de l'ordre social. Il retentira en Europe ce langage de franchise; il y jouira de toute la faveur de la nouveauté, de toute celle de l'espérance, et Panama va devenir l'école de l'ancien con-

tinent. Ni l'Angleterre, ni les États-Unis, n'auront approché de ce que Panama va publier : les principes généraux vers lesquels l'attention du monde se tourne avec tant de complaisance, y seront proclamés avec une solennité majestueuse et calme ; ils viendront en Europe faire l'éducation des générations naissantes, et la consolation de celles qui s'éteignent, dans l'espoir d'un meilleur avenir pour leur postérité. Sous ce rapport, l'acte de Panama n'est pas un acte isolé, privatif, c'est un acte universel, un acte de l'ordre social ; ce n'est pas un acte purement américain, de plus, *c'est un acte humain*. Tel est, dans l'état de communication où vivent tous les peuples, le résultat nécessaire de tout acte qui atteint les principes de l'ordre social ; il agit au loin comme auprès ; il appartient et s'applique à ceux qui n'ont aucune part à sa formation, comme à ceux qui en sont les auteurs et les objets directs ; ils servent de leçons et d'autorités, et sont invoqués loin des lieux qui les ont vus naître. Dans cet ordre, toutes les parties du monde s'appuient les unes sur les autres, et c'est ce qui rend irrésistible la puissance de ces actes. On peut annoncer

cette destinée aux actes de Panama ; ils prendront une grande place dans le monde , en étendue et en durée , car aujourd'hui les principes ne périront plus ; leur diffusion est le gage de leur durée ; ils devraient périr partout et à la fois , autrement leur conservation dans un lieu , ferait leur résurrection dans tous les autres. Tel est l'état actuel du monde , à l'abri des invasions des barbares , et , en même temps , à l'abri d'un mode uniforme de despotismes , aujourd'hui les *Omar* perdraient leur temps , et aucun pouvoir sur la terre ne peut plus en faire disparaître un seul livre que les hommes ont intérêt à conserver : la vie des écrits est sous la protection de la civilisation du monde entier ; et dans le cas d'une persécution , mille mains travailleraient à rétablir ces nobles bannis aux lieux d'où l'on auroit prétendu les exiler ; singulier spectacle , et bien digne d'occuper à la fois les esprits par le rappel du passé et la considération de l'avenir , les principes de l'ordre social reviennent de l'Amérique en Europe qui les y a portés ; mais ils y reviennent épurés , développés , et dégagés des voiles et des difformités dont les antécédens européens les ont

obscurcis et surchargés dans leur terre natale.

A Panama, l'Amérique se propose de publier un manifeste sur la justice de ses droits à l'indépendance et sur ses intentions à l'égard des puissances de la chrétienté. Ici, qu'il soit permis de dire qu'il y a *du luxe*; en effet, qui balance aujourd'hui sur la question de l'Amérique? qui révoque ses droits en doute? quels vœux ne conspirent pas en sa faveur? L'Amérique compte ses partisans et ses avocats par toutes les lumières de l'Europe, par tous les intérêts de l'Europe. Quels sont encore ses adversaires? les intéressés et les immobiles, quelques vieux Espagnols ou quelques têtes vieilles dans la routine. Les droits de l'Amérique sont ceux de la nature qui rend libre, l'homme devenu majeur; car enfin le temps de s'appartenir à lui-même doit venir pour lui: le droit de l'Amérique est celui de l'humanité et de la raison outragées par le régime qui a pesé sur elle, par la soumission d'un monde entier à un petit pays d'Europe, tel que l'Espagne, par la subordination des besoins de l'Amérique aux intérêts de l'Espagne, à ses frayeurs sur la prospérité même de l'Amérique: le droit

de l'Amérique est celui de l'esclave qui rompt les fers dont une main avide l'a chargé. Pour contester les droits de l'Amérique, il faudrait commencer par établir que sa première conquête fut légitime, que l'Amérique a été faite pour l'Espagne, et que les peuples, sans autres droits que celui de servir, n'en reçoivent aucun de la souffrance excessive et irréformable dans les causes qui la produisent. La conséquence naturelle de ce système est de partager le monde entre des maîtres irresponsables et des esclaves sans espoir. Sûrement *Panama* ne sera pas un écho de Laybach, et ne dira pas avec lui : *qu'aux princes seuls appartient de modifier les institutions par des actes spontanés de leur volonté, et qu'ils n'en doivent compte qu'à Dieu.* Si les pouvoirs prévalant en Europe ont puisé leurs principes dans les intérêts de leur position, l'Amérique y puisera aussi les siens, et les maintiendra par sa puissance, comme les pouvoirs européens maintiennent leur suprématie par leur force : chacun a le même droit, et l'applique suivant sa position. En Europe on dit ce que l'on veut, quand on le peut : pourquoi en Amérique n'en ferait-on pas autant ?

Quant au système politique de l'Amérique à l'égard de l'Europe, il est écrit dans la nature des choses. Les deux contrées n'ont aucun intérêt matériel, ni de territoire à démêler ensemble ; ce sont les sources ordinaires des débats entre les états ; l'ambition est une affaire de voisinage ; mais d'immenses distances séparent l'Europe et l'Amérique : celle-ci n'entendra pas se mêler des démarcations territoriales de l'Europe, y soutenir le faible contre le fort, en un mot, entrer dans les intérêts de la balance politique qui ont si laborieusement et si infructueusement occupé l'Europe depuis beaucoup de siècles ; de même l'Europe n'entendra sûrement pas se charger de la sollicitude du maintien de la balance politique américaine, faire que le Chili prévale sur le Pérou, ou le Pérou sur le Chili ; tout cela ne lui importe en rien, tout cet intérieur américain lui est entièrement étranger ; toute la politique américaine, à l'égard de l'Europe, se réduit donc à ces mots : *Bienveillance pour tous, richesse pour tous, égalité de faveurs pour tous, neutralité à l'égard de tous, réciprocité et amitié de la part de tous.* Là finissent, là

expirent tous les vieux systèmes d'exclusion , de nation plus favorisée , enfans d'une civilisation mal débrouillée ; de meilleures notions ont prévalu , elles seront proclamées avec solennité à Panama , elles deviendront le code de l'Univers. La gloire de son établissement général appartiendra à l'Amérique , et si jadis la Grèce s'instruisit à l'école de l'antique Égypte , si elle lui demanda de l'aider de sa vieille expérience et de sa sagesse séculaire , de nos jours , par un retour directement opposé , ce sera la jeune Amérique qui instruira l'Europe , qui l'aidera à se relever de ses voies déréglées , à se dégager du limon de sa barbarie originelle , et à marcher à la clarté plus sûre des principes qu'elle avait méconnus. S'il était permis de prêter un instant des pensées et des paroles à l'Amérique , s'il n'y avait pas trop de présomption à lui servir même momentanément d'interprète , on dirait : toute la politique de l'Amérique à l'égard de l'Europe se réduit à ces mots : *Accourez tous au banquet que je vous prépare ; quiconque y apportera un cœur ami participera à ce festin : quiconque nourrit des dispositions hostiles sera exclus ; je n'ai*

rien à craindre, ni à désirer; mais je connais mon prix; j'ouvre ou je ferme mon sein, suivant qu'on est bien ou mal disposé pour moi; choisissez. Je récompense ou je punis, en ouvrant ou en fermant mes portes, et mon arme la plus puissante est une simple négation.

Voilà tout le système américain à l'égard de l'Europe; la raison n'en admet pas d'autres, et sûrement à Panama, il ne sera pas dit autre chose, parce qu'il n'y a rien de plus ni de moins dans la nature des choses. C'est à elle qu'il faut toujours regarder dans les délibérations faites à la face du monde, et entre un grand nombre d'intéressés, libres de s'exprimer avec franchise. L'Europe peut s'arranger sur cela, car à l'avenir elle ne trouvera pas autre chose en Amérique.

C'est un travail bien complet que celui du congrès de Panama, tel qu'il est annoncé. Il embrasse et prévoit tout.

L'Amérique est trop éclairée pour n'avoir pas distingué dès l'abord la nature des rapports principaux qui vont s'établir entre ses diverses parties: la configuration de l'Amérique, les fortes barrières que la nature a placées entre

ses membres , le nombre et le volume des cours d'eau qui la traversent dans tous les sens , et qui pénètrent dans son intérieur à une immense profondeur , font de l'Amérique une contrée pourvue de tous les attributs maritimes , et vouée aux occupations nautiques. Par conséquent , en Amérique , les rapports maritimes domineront et prévaudront sur tous les autres. Les états américains ont leurs frontières tracées des mains de la nature. Qui peut les engager à les franchir ? Leur territoire est fort étendu , et l'on pourrait même dire démesuré ; il est exempt de ces gênes , de ces enclaves qui en Europe se font ressentir d'une manière si fâcheuse ; la terre attend encore la population ; les questions territoriales sont donc à peu près nulles pour l'Amérique , dans laquelle il n'y aura , d'ici à long-temps , ni à perdre ni à gagner de ce côté ; mais il en sera tout autrement pour les relations commerciales ; celles-ci vont abonder , et c'est un acte de sagesse prévoyante , de tendance à la conservation de la bonne harmonie , que celui par lequel l'Amérique va fixer des principes généraux et propres à prévenir les contestations qui pourraient s'élever dans une

arène litigieuse de sa nature , et dans laquelle vont s'élançer tant d'intérêts ; on ne peut assez louer cette humaine prévoyance. Telle sera la première partie du congrès de Panama. Passons à la seconde.

Objets de délibérations communes aux Puissances belligérantes et aux neutres.

Elles porteront sur trois objets :

1^o. La colonisation à venir d'une grande partie de l'Amérique. Cette pensée tient à de grands souvenirs et à une longue prévoyance. L'Amérique entière a été l'objet de la mainmise, de la prise de possession de l'Europe ; celle-ci sur les terres occupées ou vacantes, dans des contrées ignorées d'elle, et l'ignorant à leur tour, en vertu de sa supériorité de force et d'industrie, s'est approprié toutes les parties de l'Amérique qu'elle a pu atteindre. On sait ce qu'elle a fait des habitans, comme elle a asservi les uns, exterminé les autres, et quelle est devenue leur condition ; de là est venu l'ordre colonial, européen, ordre unique dans l'univers, et dont le maintien est l'objet des métropoles, tandis que sa destruction est la ten-

dance innée de toute colonie. L'affranchissement de cet état a coûté la première guerre de l'Amérique du nord; pour l'obtenir dans l'Amérique du sud, il a fallu la guerre qui se termine sous nos yeux; pour faire fructifier ces colonies, il a fallu les peupler d'un peuple étranger, apporté de loin, robuste, et qui, par une effrayante multiplication, menace de se les approprier. Ces considérations bien naturelles ont frappé les États-Unis, et, par la bouche du président de l'Union, il a été dit qu'aucune colonisation sur le sol américain ne serait plus tolérée à l'avenir. Ce n'est que pour lui qu'il a été statué; car les principes de la justice, et d'autres conséquences faciles à concevoir, s'opposaient à comprendre dans cette détermination la colonisation européenne déjà existante en Amérique : les Anglais, les Français, les Russes, les Hollandais possèdent encore de vastes étendues de terres en Amérique; il ne faut pas réparer un mal fait par un mal à faire, et qui peut même devenir plus grave; la sagesse prescrit de tolérer ce qui existe, et de ne proscrire que le mal qui peut avoir lieu dans l'avenir. L'Amérique annonce devoir se tenir dans cette juste

mesure; elle ne dira pas à l'Europe : Nous ne reconnaissons point vos droits possessifs existans, mais nous dénierons à l'avenir toute autorisation à des acquisitions de la même nature; elles sont très litigieuses en elles-mêmes, elles finissent par se résoudre en émancipation, et celle-ci ne résulte jamais que d'une lutte; nous en fournissons la preuve, car notre liberté n'est que le fruit de nos combats : nous voulons la paix avec vous, et la séparation en est un moyen efficace; en définitive, quel droit des hommes des autres continens ont-ils de s'approprier le sol d'un continent étranger, situé souvent à une grande distance, dont ils n'ont reçu aucune injure, et de le soumettre au double joug de leurs lois et de leurs intérêts, aux gênes de leur administration, et aux inconvéniens de leur éloignement? Cette colonisation européenne renfermait tous ces principes pernicieux pour les colons. Pour bien juger cet établissement, il faut être colon, il faut avoir subi toutes ses conséquences, il faut avoir été gouverné de si loin, par des hommes de passage; il faut avoir eu à solliciter dans les métropoles, à les éclairer sur les faits et les personnes, à subir les dégoûts

de ces longues requêtes, et les souffrances de longs déplacemens ; ce n'est pas dans les métropoles que tout cela est apprécié à sa juste valeur, c'est aux colonies qui en ont subi toutes les conséquences. Les métropoles ont l'habitude de ne considérer les colonies que sous le rapport de l'obéissance et du produit ; voilà ce qui les touche dans l'ordre colonial ; les métropoles regardent les colonies avec la hauteur de la supériorité, et les colons comme des hommes de labeur. Il y a entre ceux-ci et la métropole quelque chose de ce sentiment despectueux que le maître voue communément à l'esclave, la métropole venge l'esclave des mépris de son maître en le reléguant lui-même dans un rang d'infériorité avec elle ; cet état est un désordre ; il a produit des maux incalculables à une partie de la race humaine ; l'Amérique l'a vu, et veut prévenir le mal là où il pourrait être encore établi. C'est une pensée humaine, et qui devait appartenir à une époque où la réformation sociale s'opère graduellement : voilà encore un mur de l'ancien édifice abattu, et que remplaceront des constructions plus régulières. L'Europe n'a rien à perdre par cette disposition de

l'Amérique, car elle touche au terme de l'ancien ordre colonial possessif, et elle n'a plus d'intérêt qu'à faire prospérer les anciennes colonies, c'est-à-dire qu'à les rendre à elles-mêmes, bien sûre de les retrouver plus fructueuses dans cet état de liberté, comme l'Angleterre retrouve les États-Unis, comme l'Europe entière trouve l'Amérique du Sud. L'ancienne théorie coloniale est perdue par les faits, atteinte et convaincue d'impossibilité de maintien par l'expérience, et appelée à céder à de nouvelles pratiques, par l'effort commun de toute la civilisation du globe. L'Angleterre ne la défend plus qu'à moitié aux Antilles et dans l'Inde; encore quelques jours, et ses colonies seront ouvertes comme le sont ses trois royaumes. Telle est la marche naturelle des choses, l'honneur appartient à celui qui le premier la reconnaît, la proclame, et l'applique; et cet honneur va appartenir à l'Amérique; on dirait qu'à elle, entrée la dernière dans le monde social, doivent appartenir toutes les glorieuses initiatives; en y réfléchissant on trouverait qu'elle les doit à l'absence des préjugés et des intérêts qui dominant encore en Europe, comme

la vue aperçoit plus loin et plus clairement les objets à mesure qu'ils sont plus dégagés des vapeurs de la terre, ou des nuages qui couvrent l'horizon.

2°. L'attribut principal des états américains sera le travail maritime et commercial ; la plus grande partie de la population américaine s'établira sur un *littoral de quatre mille lieues d'étendue*, et sur les bords de ces innombrables cours d'eau, qui arrosent l'Amérique dans toutes ses directions ; il se formera dans cette contrée des villes immenses, à l'embouchure des grandes rivières. C'est ainsi que *New-York*, la *Nouvelle-Orléans*, et *Buenos-Ayres*, sont destinées à devenir des centres immenses de population. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à suivre sur la carte le cours des fleuves, et le nombre des affluens qui les grossissent, dont ces villes occupent l'embouchure ; les villes maritimes, sans cours d'eau prolongés, ainsi que les villes continentales, ne les atteindront jamais : ainsi Lima et Rio-Janeiro, quoique favorisés par la présence d'un grand gouvernement et par la mer ; ainsi Santa-Fé de Bogota, quoique centre d'une puissante république, n'é-

galeront jamais les cités indiquées plus haut, auxquelles le bonheur de leur position assigne des avantages que rien ne peut compenser. C'est ainsi que Paris, avec son modeste fleuve et ses maigres affluens, n'équivaudra jamais à Londres, quelque inégalité qu'il y ait d'ailleurs entre les pays dont ces deux villes sont les capitales. En Amérique, le rivage occidental sera toujours inférieur au rivage oriental, par la raison que nous venons d'indiquer; aussi sera-t-il beaucoup moins maritime.

En partant du principe placé en tête de ce chapitre, celui d'une prodigieuse extension de la navigation, pressentant cet avenir, l'Amérique a dû désirer l'établissement d'un code propre à bien fixer les principes conservateurs de ces importantes relations. L'Amérique a sous les yeux l'exemple de l'Europe; les principes du droit maritime n'y sont pas encore établis et reconnus; depuis près de cinquante années, ils sont l'objet de contestations décidées suivant la force que l'on a de les interpréter. En 1756, l'Angleterre attaqua, en pleine paix, une flotte française; en 1802, elle fit de même pour les frégates espagnoles chargées des tré-

sors du Mexique ; en 1803, elle préluda à la guerre par l'enlèvement des vaisseaux du commerce français ; deux fois elle a attaqué Copenhague et a confisqué sa flotte ; le système continental vint après ; avec lui les blocus de tous les rivages de l'Europe , puis les contestations sur la valeur de la garantie des pavillons , et finalement la guerre de 1811 entre l'Angleterre et les États-Unis. C'est ce tableau sous les yeux que l'Amérique demande une définition positive du droit. En entrant dans la carrière sans bornes qui s'ouvre pour elle et pour les autres , elle veut que toutes les routes en soient marquées par des points de reconnaissance adoptés par tout le monde ; cela est juste à la fois et humain, car c'est un moyen de paix, de fin de contestations, et tout ce qui les épargne est favorable à l'homme. Dans nos temps où tout tend à fonder l'empire *du droit* en retirant le monde de l'empire *de la force*, cette pensée ne pouvait manquer de naître , et il est bien naturel que le pays qui est appelé à porter à la navigation et au commerce le plus ample tribut, s'occupe des moyens de leur garantie, et de faciliter leur cours, profitable pour

tous ; car ce qui se fera à cet égard à Panama , sera reversible au monde entier, le *droit* n'ayant aucune limite ni dans le temps, ni dans les lieux, ni dans les personnes, mais les embrassant et les couvrant toutes d'une protection commune. Sûrement l'on ne verra pas l'Amérique adopter ou sanctionner les principes d'intervention dans les affaires des pays étrangers, tels qu'ils ont été appliqués à quelques contrées de l'Europe. Menacée, pendant un temps, de l'intervention de la Sainte-Alliance, l'Amérique trouvera, dans cette menace même, une raison de plus pour bien peser la nature de ce droit, et assigner le cas de son application légitime. Là il n'y aura rien d'arbitraire, point d'intérêts de famille ou de voisinage, ni aucun de ces prétextes dont l'Europe a retenti, et qui ont amené des interventions qui ont porté des fruits si amers, et si indigestes. Les principes de l'ordre social seront seuls invoqués, et seuls décideront de tout ; et cette heureuse innovation sera une gloire de plus pour l'Amérique, comme un bienfait de plus pour l'univers.

3°. A Panama on doit s'occuper des états qui pourront se trouver dans la position où

l'on voit Haïti : là il y a liberté conquise sur la métropole , comme elle est en Amérique (1); mais cette liberté n'est pas tout ; elle existe de fait , mais elle n'est encore reconnue légalement nulle part. L'Angleterre et les États-Unis entretiennent des relations avec Haïti ; le soin de leur commerce les leur commande ; mais elles n'ont pas admis et n'entretiennent pas à Haïti des agens diplomatiques comme elles reçoivent les agens accrédités de l'Amérique , et comme elles en ont placé auprès d'elle ; de plus la puissance de ces états n'équivaut point à celle de l'Amérique (2). Sûrement la France ne songera jamais à attaquer Haïti ; elle se refusera toujours à des instances irréfléchies de la part de quelques anciens colons , qui semblent ne voir dans la France qu'un serviteur obligé de se sacrifier, *corps et biens*, pour leur procurer le retour à leur ancienne existence ; mais au-delà de ces motifs, il en existe un autre qui imposera

(1) Cet article était imprimé avant qu'on eût connaissance de la concession conditionnelle faite à Haïti.

(2) Cet aperçu est réalisé par l'acte de cession de l'indépendance , du 27 avril.

peut-être à l'Amérique une réserve prudente. La population d'Haïti ne tient pas à celle de l'Europe par le sang et par les signes extérieurs; la liberté américaine est purement politique; celle de Haïti a un degré de plus dans son origine, par lequel elle dépasse l'ordre politique. La reconnaissance d'états libres de fait, mais à ce seul titre, peut renfermer une initiative dont les intéressés à l'esclavage peuvent craindre les suites (1), et l'Amérique a l'intérêt et l'intention de ne blesser personne; sa position sous ce rapport est fort délicate, et elle a besoin de se concerter avant de s'arrêter à un parti définitif; par-là elle évitera de présenter un spectacle semblable à celui qu'offre l'Europe, chez laquelle des questions majeures sont controversées et résolues en sens diamétralement opposés, et soutenues par des actions contraires; aussi ne s'entend-on sur rien dans cette contrée, tandis qu'en Amérique on veut s'entendre sur tout; elle a senti tous les inconvéniens attachés

(1) Par l'accord fait entre la France et Haïti, le pavillon de celle-ci ne doit pas se montrer dans les îles françaises peuplées de noirs.

à cette diversité d'appréciation des choses ; combien elles souffrent des démentis qu'à leur sujet , les chefs des pouvoirs européens s'adressent sur des questions de la plus haute importance , comme si elles n'existaient que depuis hier : ainsi il se trouvera que l'Amérique sera sortie du noviciat politique avant l'Europe. En fixant son attention sur l'ensemble des objets embrassés par la sollicitude du congrès , on ne peut trop admirer la sagesse et la maturité de cette jeune Amérique qui apporte , dès le début de sa carrière , une prudence supérieure à celle que montrent beaucoup d'états favorisés par l'expérience et le temps , cet auxiliaire si secourable en toute chose.

Mais ce ne sera pas seulement par le fond de ses délibérations que le congrès de Panama sera remarquable ; il joindra à ce mérite celui de la forme : ici revient la considération de la supériorité des chancelleries américaines sur celles de l'Europe ; on peut en dire autant de celles de la Grèce et des États-Unis. En effet , quelle chancellerie d'Europe égale en dignité , en clarté , en sincérité calme et ferme tout à-la-fois , les discours d'ouverture du congrès qui sont

prononcés chaque année à Washington ? La Grèce nous a aussi envoyé des modèles dans ce genre. L'étonnement fut grand en Europe , à la première audition des discours et des proclamations de l'Amérique : on s'était accoutumé à l'idée de son ignorance , de son éloignement de la connaissance de toute affaire ; aussi s'est-il manifesté la plus grande surprise , lorsque dès l'abord les paroles américaines firent entendre les vérités les plus palpables , les résolutions les plus éclairées , et les sentimens les plus convenans : on fut aussi étonné qu'elle sût ainsi parler , qu'on l'avait été qu'elle sût combattre. Le respect pour les habitans des colonies était inné en Europe : il y était comme reçu que le colon était un être d'une nature inférieure à l'Européen , et ne participant que sous quelques rapports à la civilisation de l'Europe. A cet égard , celle-ci tenait à cette pensée , comme à son droit d'aînesse et de métropole. L'expérience a annulé cette prétention , comme on a pu en juger par le ton de tous les actes émanés de l'Amérique. De même , Saint-Domingue échappé à la domination de l'Europe , n'a pas voulu pour cela se séparer du bon goût et du génie de sa fon-

datrice ; l'élève s'est montré l'émule heureux du maître. Depuis *Péthion*, toutes les publications venues de Saint-Domingue, et surtout celles du président actuel, Boyer, ne sont inférieures en rien, même à celles de l'Angleterre, et sont très supérieures à celles des autres parties de l'Europe, qui ne peut encore se dégager tout-à-fait de l'obscurité, de l'ambiguïté, et du néologisme affecté qu'elle a hérité de ses devanciers (1). Dans ces derniers temps, le congrès du Mexique a publié un exposé de la situation de la république, qui est un chef-d'œuvre de dignité, de clarté, de sentimens nobles et humains, et qui honorerait tous les cabinets de l'Europe. A Panama, l'Amérique recueillera toutes ses forces pour se présenter au monde avec la dignité propre à lui concilier ses suffrages, et ne prononcera que des paroles auxquelles l'élite des talens de l'Europe pourrait se reconnaître : on doit attendre de cette réunion des actes qui prendront place parmi les titres honorables pour l'esprit humain : ce se-

(1) Voyez les discours et les actes relatifs à la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti.

ront des espèces de lettres de créance que l'Amérique présentera à l'Europe , pour constater la majorité de son génie, et la faculté de se suffire à elle-même. De là sortira le dernier trait contre ceux qui refusent encore à l'indépendance américaine une accession dont elle n'a d'ailleurs aucun besoin, qu'elle cessera de solliciter, qu'elle n'acceptera qu'avec dignité, dont elle se passera sans danger pour elle, et dont elle peut mettre le retard à prix. Tout ce que l'Amérique montre d'empressement à cet égard, n'est plus que bienveillant de sa part; car elle est parfaitement en mesure de se passer de la reconnaissance d'autrui : elle a moins besoin de la reconnaissance des autres, que ceux-ci n'ont besoin de la sienne; car enfin, si, à Panama, des exclusions de commerce étaient prononcées contre les retardataires, à cela qui perdrait le plus, d'eux ou de l'Amérique, et que pourraient-ils contre elle (1) ?

S'il était permis de joindre ses pensées propres

(1) Il y a dix ans que j'annonce ce résultat comme menaçant les tergiversations dont sous vingt prétextes on use à l'égard de la reconnaissance de l'Amérique; le

à celles des sages que l'Amérique va charger de la décision de ces grands intérêts , on lui demanderait de fixer aussi son attention sur trois points qui semblent la réclamer , autant que ceux qui sont annoncés , et qui seraient le complément de cette organisation de sécurité dont l'Amérique veut s'assurer. Ces objets sont :

1°. Les relations avec la cour de Rome ;

2°. L'état militaire permanent ;

3°. La traite des Nègres.

Le catholicisme est une chose incomparable à tous les autres cultes que la terre connaît ; il a établi un centre commun auquel toutes les parties de ce culte doivent aboutir , et d'où elles doivent tirer leurs moyens d'entretien. L'ordre qui a prévalu dans le catholicisme veut que le ministère ecclésiastique , qui ne peut se maintenir que par l'épiscopat , dépende de Rome , en soumettant à son libre arbitre la *mission* des évêques. Par-là , il ne peut y avoir d'évêques

moyen est tellement dans la nature des choses , qu'il est inévitable qu'il ne soit employé : j'en avertis pour la dernière fois ; il sera trop tard , après l'événement , pour parler comme pour se plaindre.

qu'autant que Rome consent, et, par une suite nécessaire de ce principe, il n'y a de ministère ecclésiastique, en définitive, que sous *son bon plaisir* : le régime du bon plaisir est ainsi implanté dans l'Église, comme il l'a été dans la politique : ce pouvoir est immense, exorbitant, subversif de toute règle : il fait Rome *dictateur* dans l'Église. Rome connaît toute l'étendue et toute l'importance de cette prérogative ; aussi y tient-elle beaucoup, et l'exerce-t-elle avec rigueur ; forte de cette arme, elle ne craint pas de se mesurer avec les plus hauts pouvoirs, comme on l'a vu dans ses différends avec Louis XIV et Napoléon ; et si elle a cédé à Savonne et à Fontainebleau (1), à l'égard du dernier, elle a triomphé de Louis XIV, elle s'est parée de sa victoire sur ce potentat, elle a cherché à s'en faire un titre ; car tel est son usage : avec elle, le fait se convertit tout de suite en droit. Malheureusement aucune ressource n'a été ménagée contre ce droit dans aucune des

(1) Dans les deux occasions Rome accepta les sages modifications proposées par Napoléon ; car il ne s'agissait pas d'autre chose.

conventions arrêtées entre Rome et les divers états. Napoléon seul avait su trouver et faire reconnaître le correctif indispensable à un ordre de choses qui a produit beaucoup de maux, et qui établit une inégalité choquante entre Rome et ceux qui contractent avec elle. Si cette prérogative romaine a pesé sur l'Europe d'une manière très fâcheuse, si on l'a vue laisser des états tels que le Portugal se réduire à un seul évêque, celui d'Elvas, vieillard de 80 ans; si on l'a vue laisser trente-deux sièges vacans en France, pendant *onze années de suspension de bulles*; si la cour de Rome est si difficile dans ses négociations, si tenace dans ses pratiques, qu'on voie, depuis 1814, la Suisse ne pouvoir pas parvenir à obtenir un évêque, ni le royaume des Pays-Bas un concordat : que sera-ce pour l'Amérique, avec son étendue, la population qui va s'y multiplier et son éloignement de Rome? Conçoit-on, à l'égard de l'Amérique, la possibilité du maintien de relations, telles que les exigent les usages de la chancellerie romaine, et que cette contrée n'aura pas immensément à souffrir de la nécessité de recourir sans cesse à Rome, vu la rapidité et le nombre des

vacances qui ne peuvent manquer d'avoir lieu dans une terre aussi étendue et sous un ciel si inclément? L'Amérique ne peut se passer d'un moyen de pourvoir à ses besoins religieux, d'une manière facile et qui ne l'éloigne pas de son culte. Rome elle-même y a le même intérêt; car elle doit voir que si les liens deviennent pesans, ils seront rompus; et Rome n'existe pas pour elle-même, mais pour la catholicité.

La catholicité n'a pas fait de Rome son centre, en vue de son pouvoir propre, mais pour le maintien du culte: ce que l'Europe n'a pas su faire jusqu'ici, avertie par l'expérience, l'Amérique ne doit pas le négliger; c'est au moment des établissemens qu'il faut de la prévoyance, et les oublis sont sujets à amener de longs regrets. Rome ne demande pas mieux que de suppléer à l'épiscopat par des *vicaires apostoliques*; elle en donne tant qu'on en veut, et quelquefois plus qu'on en veut: cette pratique est admirable pour l'extension de son pouvoir propre. Ces vicaires sont ses proconsuls: par eux, elle règne directement; elle a donc un grand intérêt à étendre cette pratique: par cela même les autres en ont un tout semblable à la restreindre et à s'en af-

franchir : c'est à quoi le congrès de Panama devrait pourvoir par une détermination commune à toute l'Amérique. Un monde entier se présentant en corps devant Rome pour régler les moyens d'entretenir son culte serait un spectacle à la fois imposant , religieux , et fait pour faire naître dans l'esprit de Rome même des réflexions qui , peut-être , ne s'y sont pas encore présentées avec assez de lucidité : c'est de près que les objets se font mieux reconnaître. Il faut amener Rome sur le bord de cette grande détermination , et lui tenir , à la face du monde , ce langage de respect éclairé et ferme qui provoque les réflexions sérieuses. Rome n'a encore rien vu de tel que ce qui se prépare en Amérique : que son zèle religieux l'éclaire sur ses démarches , car elle est entre la conservation ou la perte de cette belle portion de ses domaines : la condescendance éclairée les lui gardera , le rigorisme , l'attachement aux vieilles habitudes les lui enlevera. Un *continent tout entier* n'accepte pas des douleurs éternelles ; la justice évidente , celle qui résulte de dommages dont la source est découverte à tous les yeux , a une force irrésistible pour l'un et contre l'autre :

un accord bienveillant ne pourra donc manquer de résulter de l'harmonie d'intérêts égaux, si de part et d'autre on ne consulte qu'eux. Déjà l'Amérique s'est mise en règle avec Rome, en députant plusieurs fois vers elle ; c'était son devoir et son intérêt : le succès n'a pas encore répondu à son attente ; il n'est guère probable qu'elle soit plus heureuse dans ses nouvelles tentatives. Dans cette position, avec une disposition des esprits si bien connue, l'Amérique doit porter ses vues plus loin, et, pour cela, embrasser un ordre de choses commun, basé sur les principes du catholicisme, et à la fois sur les règles de la justice, de la raison et de ses intérêts. La réunion de Panama est une occasion admirable, en même temps qu'un puissant moyen de force ; car si quelque chose est propre à frapper les yeux de Rome, et peut l'amener à réfléchir, sûrement c'est la supplique respectueuse, mais virile, d'un continent qui ne demande que l'éloignement de tout obstacle à l'entretien de son culte. Le monde n'aura encore rien vu ni d'aussi neuf ni d'aussi grand.

2°. Il a été remarqué plus haut que l'attribut maritime est le caractère distinctif des états

américains. Par conséquent, comme les États-Unis, ils pourront se passer de l'entretien des armées régulières, telles qu'en supporte l'Europe armée en paix comme en guerre; elle représente les anciens hommes d'armes qui en tout temps, dans les actes ordinaires de la vie, ne paraissent qu'en armes; c'est la civilisation de nos pères, les barbares du Nord, dont nous avons subi les mœurs et les lois. L'Amérique, enfant d'une civilisation plus humaine, n'éprouvera pas le besoin de cette charge ruineuse. Elle n'a rien à craindre de l'Europe; la nature a élevé d'immenses barrières entre ses diverses parties; toutes possèdent de grands biens, de grands principes de fécondité, toutes ont besoin d'accroître la population. Ambition et conquêtes seront, pendant un long cours de siècles, des mots sans signification en Amérique; toute ambition, toute conquête, ne peuvent y porter que sur l'ordre moral et commercial; cette heureuse situation donne à la totalité de l'Amérique la faculté de réduire son militaire au strict nécessaire, celui de l'entretien des armes savantes, et du maintien de la sûreté publique.

L'établissement républicain formé dans toute l'Amérique s'oppose à celui d'une grande force armée permanente; les États-Unis l'ont sagement évité : Rome a péri par ses armées, elles lui ont donné les Marius et les douze César en remplacement des Brutus, des Fabricius, des Camille, des Marcellus et des Scipion. L'Angleterre se ressent de l'accroissement de son militaire; la Suisse n'entretient pas de troupes réglées; la Hollande en avait; aussi avait elle un maître dans son stathouder capitaine-général, et amiral-général de cette singulière république. Dans les républiques, tout l'esprit doit être civil : l'esprit militaire est anticivil; il crée dans l'esprit du soldat une disposition à mépriser le citoyen désarmé, il inspire à l'homme du respect et de l'amour pour la force, en lui en donnant le sentiment, et l'attache à l'éclat du pouvoir exécutif, en le détachant des lenteurs inhérentes au pouvoir législatif. Le militaire est un instrument de pure exécution, et il n'aime qu'elle, aussi redoutable dans l'intérieur des états que respectable aux frontières; la multiplication du militaire est un principe très actif de guerre; on

a la guerre, quand on a des soldats (1), comme on a des soldats, quand on a la guerre; ils sont, pour ce fléau, à la fois cause et effets, comme ils le sont pour les impôts; c'est la multiplication du militaire qui a mis toutes les finances de l'Europe dans l'état où on les voit; et quand en se fiant sur un militaire nombreux, brave, et habile, on a guerroyé pendant cinquante ans, lorsqu'on a mangé dix fois la fortune de l'état, on meurt en laissant échapper d'une bouche expirante ces paroles repentantes, *j'ai trop aimé la guerre*: belle consolation pour les millions de victimes de cette manie guerrière, et des banqueroutes qu'elle finit par amener! Au temps de Law, on retrouva toutes les guerres et tout le faste du règne précédent.

3°. La question de la traite des Noirs a pris, par la révolution de l'Amérique, un caractère de gravité qui n'avait pas été prévu. On touche au résultat final du transport de la population de l'Afrique sur le sol de l'Amérique, et les choses en sont venues au point que le mot

(1) Voyez les aveux de Frédéric à l'occasion de sa première guerre contre Marie-Thérèse.

traite des nègres ne signifie plus aujourd'hui que ceci : *A qui restera l'Amérique ? à l'Afrique ou bien à l'Amérique ?* Ce pays éprouve au plus haut degré le malheur *du mélange des sangs* et de l'inégalité de forces entre les races. Les nègres, et leurs produits, les mulâtres, surpassent infiniment en forces les autres classes ; de plus, ils sont fort nombreux ; même, en quelques lieux, ils sont les plus nombreux. Tout ce qui peut ajouter à cette population menaçante, ne peut manquer d'ajouter à des embarras déjà trop grands ; l'Amérique doit s'empresser d'y pourvoir, et elle ne le peut d'une manière plus efficace que par l'adoption de mesures combinées, uniformes, qui, sur tout son sol, arrêteront à la fois cette importation funeste. Toute cargaison de nègres, transportée en Amérique, équivaut à une cargaison de poudre destinée à embraser le pays, ou bien à celle d'animaux prêts à la dévorer. Jadis la question des nègres était une question *de sucre et de café* (1) ; par la multiplication des nègres

(1) C'en était bien une d'humanité, et avant toute autre ; mais on ne s'occupe pas de ce rapport.

en cette contrée , elle est devenue une question entre l'Afrique et l'Amérique , pour savoir à qui celle-ci finira par appartenir. Ceci est infiniment grave , et il est digne de la sagesse et de la perspicacité du congrès de Panama de pourvoir à ce grand avenir de l'Amérique , et à la réparation des longues et cupides imprévoyances de l'Europe ; le congrès doit se dire à lui-même : *Vide ne quid detrimenti America capiat*. A quoi bon l'avoir arrachée si péniblement à l'Espagne , s'il faut finir par l'abandonner à l'Afrique ? et pourquoi avoir renversé le trône de l'Europe pour en élever un à la Guinée ?

Il ne s'agit plus des intérêts commerciaux de quelques villes , ou de certains points de quelques états en particulier. Sûrement il est malheureux que les changemens dans l'ordre commercial apportent des souffrances à ces cités , et causent du déclin dans leur prospérité ; mais ces malheurs , suite inévitable des vicissitudes commerciales , dans d'autres temps , atteignirent aussi Venise , Gênes , Bruges , et les villes anséatiques ; c'est un accident inné dans cette carrière , que l'on appelle le commerce , qui est un état de lutte ,

un combat perpétuel entre toutes les industries de l'univers. Les villes qui cherchent un dédommagement à leurs pertes dans la traite des Noirs, peuvent en trouver dans d'autres spéculations, aucune ne leur est interdite. Saint-Domingue et l'Amérique elle-même s'offrent à elles pour remplacer ce qu'elles ont perdu ; mais la réparation de leurs dommages coûterait trop cher au monde, si elle devait être achetée par l'accroissement des dangers de l'Amérique, menacée de plus en plus par l'accroissement de la population noire ; cette population y est déjà la source de fort grands embarras : à la Havane, elle empêche l'indépendance ; aux États-Unis, elle produit une division entre les états du sud qui ont beaucoup de nègres, et ceux du nord qui sont exempts de ce fléau. Ils ont été si imprudemment multipliés au Brésil, qu'ils y seraient les maîtres, le jour où ils en auraient la volonté. Le congrès de Vienne s'honora beaucoup par sa déclaration contre la traite ; il faut compléter son ouvrage, en mettant enfin un terme à un commerce, ou plutôt à un brigandage aussi offensant pour l'humanité, que dangereux pour les intérêts à venir de l'Europe ;

elle n'a pas découvert et conquis l'Amérique, elle ne l'a pas civilisée, elle n'a pas applaudi au triomphe de sa liberté, pour n'avoir, en définitive, travaillé que pour les nègres, ce qui ne peut manquer d'arriver en continuant de charger cette terre d'une population plus robuste que la population indigène, et en laissant cette population se substituer, avec sa férocité et son ignorance, à des hommes formés aux goûts, aux mœurs et aux consommations de l'Europe, et s'associant à elle par le paiement continuuel d'un ample tribut à son industrie : voilà cependant ce que l'Europe s'expose à perdre, par ce qu'elle tolère relativement à la traite. En quelques endroits, on ferme les yeux sur les infractions portées aux conventions générales sur la traite; une tolérance détournée est accordée à des villes qui souffrent du changement de la direction du commerce; c'est un grand mal que cela, et que l'on reconnaîtra, quand d'ailleurs il sera trop tard. Lorsqu'on voit la Louisiane se remplir de nègres, on se demande si cette partie de l'Amérique est lasse de vivre et d'être américaine; ses imprudens habitans se préparent à payer *leur sucre bien cher*.

Nous le répétons, et nous voudrions le faire bien concevoir, la question de la traite a complètement changé de face ; il ne s'agit plus de *produits coloniaux à augmenter, mais de colonies à conserver; il ne s'agit plus de la prospérité de Nantes, de Bordeaux, de Liverpool, mais de la possession territoriale de l'Amérique* : cela vaut la peine d'y penser.

Tel sera, tel nous désirons que soit le congrès de Panama, tel, enfin, qu'il réconcilie les esprits avec le nom même de congrès ; que créé par une pensée légitime, étendue, providentielle, il soit célébré avec solennité, dignité, concorde ; que la lumière éclate dans ce foyer pour se répandre sur le monde entier, que la modération lui concilie tous les suffrages que la raison ne refuse jamais à la tempérance, et qui lui vaudront les applaudissemens de toute la partie éclairée de l'Europe. Dans cette noble attitude, le congrès de Panama sera un des plus grands événemens de notre époque, et ses effets pénétreront dans l'avenir le plus reculé.

Panama est loin de nous ; c'est peut-être à cause de cet éloignement que ce qui s'y pas-

sera, n'échappera pas à l'état habituel de distraction dans lequel nous sommes sur l'Amérique, comme sur tout ce qui se passe un peu loin ou bien au-dehors de nous ; mais, avec le temps, nous trouverons que le congrès de Panama s'est tenu plus près de nous que nous ne l'aurons imaginé.

Washington, Bolivar, Napoléon, Iturbide.

Puisque le congrès de Panama me ramène aux choses de l'Amérique, il peut m'être permis de parler des acteurs qui, à diverses époques, ont paru avec le plus d'éclat sur cette vaste scène, et de les comparer soit entre eux, soit avec des personnages qui se sont trouvés placés dans des circonstances à peu près semblables, mais qui en ont fait une autre application. Toute grande scène amène devant les yeux du monde de grands acteurs ; les révolutions sont particulièrement les foyers dans lesquels se développent les grands talens, les grands caractères, le courage, le dévouement : les résolutions fortes ou généreuses éclosent

à leur chaleur, et de leur sein sortent presque inévitablement ces hommes d'élite, que l'humanité compte de loin en loin, qu'elle possédait à son insu, dont l'existence, sans ces révolutions, n'eût jamais été révélée, et qui sont placés dans le cours des âges comme des fanaux destinés à éclairer la route, et à montrer à l'homme jusqu'où son génie, libre de se déployer, peut atteindre (1).

Une grande renommée s'élève dans l'Amérique du Sud : celle-ci n'a plus rien à envier aux États-Unis ; et Colombie peut placer *son Bolivar non-seulement à côté de Washington*, mais encore au-dessus de lui. Quand un homme paraît avec quelque éclat dans une carrière, il est dans la nature de l'esprit humain de le comparer avec ceux qui se sont trouvés à peu près dans la même situation : c'est ce qui a eu lieu à l'égard de Bolivar ; le nom de Washington est venu, dans toutes les bouches, se placer à côté dusien. Étrange effet de l'irréflexion ! il est entre ces deux hommes autant de distance qu'il y en

(1) Ici il s'agit des effets, et non du mérite des révolutions.

a entre l'Amérique du Sud et les anciens états de l'Union. Comparez les auxiliaires de Washington, les Franklin, les Adams, les Jefferson avec les premiers compagnons de Bolivar; comparez la population américaine du Nord, composée d'Anglais égaux aux Anglais d'Angleterre, avec les sangs mêlés de l'Amérique du Sud, la facilité de former les premiers, pourvus d'une éducation préparatoire semblable à celle de l'Europe, avec les difficultés d'employer utilement les Américains du Sud, chez lesquels l'éducation espagnole avait prévalu; comparez les Américains du Nord, jouissant des bienfaits de la constitution anglaise, avec les Américains du Sud, ployés depuis trois cents ans au despotisme espagnol et monacal; et vous verrez de quel côté se sont trouvées les plus grandes difficultés, et à qui il revient plus de mérite et de gloire pour les avoir vaincues. D'un côté, tout était fait; de l'autre, tout était à faire. Calculez, de plus, la durée et les dangers de la guerre faite des deux parts, ses incroyables fatigues dans un pays tel que l'Amérique du Sud, et ses immenses résultats, avec les résultats privatifs aux États-Unis qu'a eus leur

guerre. Washington a-t-il passé *onze années* sous les armes, comme l'a fait Bolivar? et il y est encore; a-t-il, comme celui-ci, tenu l'épée d'une main et tracé des codes de l'autre? a-t-il, comme Bolivar, délivré un pays voisin avec les troupes de sa patrie qu'il avait affranchie? Bolivar a-t-il eu des alliés tels que la France et l'Espagne? N'est-ce pas à travers toutes les menaces de l'Europe que, d'un front imperturbable, il a parcouru la carrière une fois entamée? La révolution des États-Unis a donné le mouvement à la réformation sociale qui s'opère dans l'univers, cela est vrai : mais elle s'est bornée à une contrée fort étroite, au lieu que la révolution de l'Amérique a développé ce grand changement, et par l'étendue et la richesse de l'espace qu'il embrasse, elle en fera le complément. L'action de Washington n'a guère dépassé sa patrie; celle de Bolivar embrasse le monde : que dans sa reconnaissance, celui-ci lui voue le respect que l'on doit à un bienfaiteur universel, car il l'est, en cela il ne fera qu'acquitter une dette; par Bolivar, l'univers s'enrichit d'un nom qui occupera une première place parmi les objets de la juste admiration du genre humain.

Il est surtout un rapport sous lequel on a beaucoup comparé Bolivar et Washington ; c'est celui du désintéressement et de la modération patriotique, qui les ont fait renoncer tous les deux à profiter, pour leur propre élévation, du pouvoir acquis par de grands services. Frappée d'un trop grand nombre d'exemples par lesquels on a vu des mains armées pour le service de la patrie, lui imposer le joug par les moyens remis par elle pour sa défense propre, l'Europe attendait avec une curiosité inquiète le parti que prendrait Bolivar ; et des hommes, le jugeant d'après eux-mêmes, le voyaient déjà comme retenant à son profit le pouvoir qu'il s'était créé dans son pays ; d'autres formaient des vœux pour que Bolivar se saisît de ce pouvoir, et se plaisaient à entrevoir dans cela, soit des facilités pour abattre la révolution américaine, soit des moyens de jeter de l'odieux sur elle et sur toute révolution : pensée vulgaire, et qu'une âme haute a rejetée avec indignation. Depuis Marius et Sylla, on a été accoutumé à voir les chefs militaires s'approprier le pouvoir acquis par les armes, et asservir la patrie, après l'avoir glorieusement servie. Beaucoup d'espérances se fon-

daient sur cette disposition présumée chez Bolivar : mais qu'il était loin d'admettre de pareilles idées ! Il n'a montré qu'une seule impatience, celle de déposer le pouvoir : servir la patrie, affranchir l'Amérique, telle était son ambition ; une gloire immortelle, un nom impérissable, voilà tout ce qu'il a voulu : *Je n'aspire*, a-t-il dit, *qu'à mettre un terme aux deux plus grands fléaux qui puissent affliger la terre, la guerre et la dictature* : admirables paroles, faites pour confondre à jamais les ambitieux, et les parricides de leur patrie, ceux qui, dans les malheurs des guerres civiles, ne voient qu'un moyen de se saisir du pouvoir, et de s'élever au trône sur les débris des lois et sur les corps sanglans de leurs semblables ! Le plus grand exemple et la plus grande leçon de modération ont été donnés à la fois par Bolivar, et sa gloire est d'autant plus éclatante que les voies étaient plus aplanies devant lui. On a beaucoup célébré la modération de Washington : mais quel moyen avait-il de s'en écarter ? Franklin et les autres chefs américains n'étaient-ils pas des barrières contre toute *ambition à la Cromwel* ? Washington a été désintéressé, qu'il en soit loué ; mais

a-t-il été le maître de ne l'être pas? au lieu que Bolivar aurait pu tout ce qu'il aurait voulu, dans un pays qui n'avait encore connu que la monarchie. Les succès d'Iturbide au Mexique n'en est-il pas la preuve? Qu'étaient ses services et ses talens comparés à ceux de Bolivar? et cependant il était parvenu au trône, et il y serait resté, si une prompte ivresse du pouvoir n'eût égaré sa raison et provoqué les excès qui l'ont perdu. En mettant à part tout ce qui tient à la légitimité, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, on trouvera aussi quelque défaut de jugement dans un autre rapprochement que l'on rencontre souvent, celui de Napoléon et de Bolivar; leur position n'a rien eu de commun: l'un a pu faire les choses, l'autre a été entraîné par elles; en un lieu il n'y avait pas d'antécédens, ni d'anarchie; dans l'autre, on pliait sous ce double fardeau: dans un lieu, tout était fait et préparé pour la liberté comme pour la monarchie; dans l'autre, tout était pour la monarchie toute seule, et les chefs respectifs dans les deux états ont pu, l'un, faire ce qu'il voulait, tandis que l'autre pouvait être amené par la nature des choses à faire ce qui, d'après toutes les

vraisemblances , n'était pas dans sa volonté primitive ; elle aurait pu ne pas viser si haut par elle-même , mais y être amenée par d'irrésistibles circonstances (1). Ce mérite fait à Bolivar une place à part dans l'histoire ; s'il est un mortel dont , tout considéré , on puisse envier la destinée , c'est celle d'un homme qui a pris l'Amérique dans les fers pour la donner à la liberté , dans les langes de l'enfance , pour la revêtir de la robe de la plus brillante virilité ; qui , pendant dix ans , guerrier , législateur , vainqueur , pur de tout sévices , de tout arbitraire , de tout excès , au lieu de se placer lui-même au sommet de la pyramide qu'il venait d'élever , n'a aspiré qu'à déposer à ses pieds le glaive et les faisceaux du commandement , content de suivre et de diriger de ses re-

(1) Il serait curieux de rechercher comment Napoléon a été amené à se placer sur le trône : s'emparer d'un pareil poste n'est pas une idée simple ni innée. Quelle vue peut démêler , dès l'abord , un but aussi éloigné ? quelle ambition , au début , peut convoiter un bien d'une nature aussi relevée , et placé dans un lointain si désespérant ?

gards la marche d'un monde entier, dans la carrière où son bras l'a fait entrer. Certes, cela est beau, cela est grand, digne d'admiration et d'envie ; cela assure au mortel d'où sont émanées tant de merveilles, la plus belle place qu'un homme ait encore occupée parmi ses semblables. On ne peut plus former qu'un seul vœu pour ce grand homme ; celui que le Ciel lui accorde de jouir long-temps de cette incomparable gloire, au sein de son incomparable patrie.

La moralité du monde, ébranlée par tant d'exemples de violence, d'ambition, de bassesse et d'hypocrisie cupides, avait besoin d'être raffermie. Les exemples d'un grand homme vertueux peuvent être le principe d'une épuration générale, et avoir la force de *désinfecter* la société. Bolivar vient de rendre ce service immense à la société humaine ; sa modération, au sein du plus haut pouvoir, a plus que rendu odieuse l'ambition aux dépens de la patrie, elle l'a rendue *ridicule*. Quand Bolivar a refusé le diadème en Amérique, qui oserait le placer sur son front, sans s'exposer à la risée de l'univers ? Ce grand exemple fait entrer l'ambition dans une carrière bien nouvelle pour elle, et

la force à se borner à l'honneur des services publics, et à la reconnaissance des citoyens, désormais affranchis de la crainte de l'invasion des ambitions privées. A l'avenir les chefs des guerriers ne demanderont plus aux nations de payer leurs services par la perte de leur liberté, et les peuples rassurés ne craindront plus de rencontrer des oppresseurs dans leurs défenseurs, et de sentir des fers tomber des lauriers façonnés en couronnes, par des mains armées d'un glaive remis par eux pour leur propre protection; le rôle des Marius, des César, des Cromwel, des Walstein a pris fin; celui des guerriers citoyens, et bornant leurs vœux à ce titre, commence. Bolivar a ouvert cette ère nouvelle, et par-là il a servi le monde entier, autant que par la longue suite de ses travaux il avait servi une de ses parties, l'Amérique.

POST-SCRIPTUM.

Cet écrit a été composé dans les premiers jours, et imprimé dans les derniers du mois d'août. Dans cet intervalle de temps, trois grands événemens ont eu lieu : 1°. l'accord avec Saint-Domingue; 2°. le décret rendu par le gouvernement Péruvien contre le commerce espagnol; 3°. l'insurrection de Bessières, et le redoublement de l'anarchie en Espagne. Ces trois faits renferment autant de confirmations des annonces contenues dans cet écrit; et, en vérité, en pareille matière, il y a peu de mérite à rencontrer juste; *on prédit à coup sûr*, tant, aujourd'hui, tout est dans la nature des choses.

Depuis dix ans nous annonçons à l'Espagne l'exclusion qu'elle vient de subir au Pérou; il est bien évident que ce pays a pris une initiative qui sera suivie par le reste de l'Amérique. L'Espagne va donc subir un interdit général dans ces belles contrées, qui deviennent des sources de richesses si abondantes pour les nations mieux avisées qu'elle. Ainsi seront punis son obstination, son orgueil insensé. Et comment la plaindre

d'éprouver une peine tellement puisée dans la nature des choses ? C'est la plus juste des peines, la loi du talion. Vous vous acharnez à poursuivre la guerre, et une guerre sans but contre l'Amérique ; eh bien , l'Amérique vous fermera toutes ses portes : vous ne songez qu'à lui faire du mal ; elle vous refusera tous ses biens. Est-il rien de plus naturel ? Mais ce principe, si juste en lui-même, n'est-il pas susceptible de s'étendre aux peuples retardataires dans la reconnaissance de l'Amérique ? Cet exemple ne renferme-t-il pas une leçon pour eux ? Le décret du Pérou, contre le commerce espagnol, justifie tout ce que nous avons dit de la supériorité des chancelleries américaines sur celles de l'Europe. Rien ne peut être mieux libellé, ni mieux motivé, plus clair ni plus précis. L'insurrection de Bessières, la fermentation générale de l'Espagne, même contre *el re netto*, que la populace fanatisée par un clergé qui oublie tous ses devoirs, qui se montre au monde sous les couleurs les plus contraires à l'esprit de son état, trouve *trop tiède à son gré*, sont venues compléter le tableau que nous avons tracé de l'état de l'Espagne, de l'impuissance et de la folie de sa

guerre contre l'Amérique. Tout moyen, toute ressource, manquent désormais à l'Espagne, soit au-dedans soit au-dehors. Qui serait assez fou pour lui prêter un écu? Il est évident que c'est un pays perdu, destiné à devenir le *grand pensionnaire* du reste de l'Europe... Et c'est dans cet état qu'il ferait la guerre à l'Amérique!

L'émancipation de Saint-Domingue, malgré les couleurs de légitimité dont on a cherché à couvrir cette reconnaissance, est une preuve de plus de cette force des choses, contre laquelle on se roidit en vain, et à laquelle, après beaucoup de dommages, il faut finir par céder. Que de pas va commander ce premier pas! Voilà une république de plus, bien et dûment reconnue, et qui porte le nombre de celles qui déjà existent de l'autre côté de l'Atlantique, à huit états républicains, en attendant la Havane et le Brésil. Il sera curieux de voir comment l'empereur don Pedro, dans l'absence du droit divin, et du droit légitimataire, n'ayant pour lui que son seul droit social (1), se démêlera avec son

(1) Voyez ses proclamations; il y dit : Le temps de

père, avec sa première patrie, avec son nouveau royaume, et ses nouveaux voisins des huit républiques. Il a déjà un procès avec Buenos-Ayres, pour Monte-Video qu'il retient pour des prétentions de l'Espagne envers le Portugal, qui, ni l'un ni l'autre, n'ont plus rien à faire avec l'Amérique. Se vit-il jamais rien de plus bizarre? Don Pedro n'avait, en Amérique, que cet écueil à redouter; il a été le chercher. Pour envahir sur ses voisins, il hasarde son trône d'un jour (1). Montesquieu a donc eu raison de dire: *S'il n'y avait que deux hommes au monde, ils se battraient pour les frontières.*

O vanas hominum mentes ! o pectora cæca !

tromper les hommes est passé : toute institution n'a pour but que la société entière, et bien d'autres choses encore.

(1) Le Brésil est dix fois plus étendu qu'il n'a besoin de l'être: n'importe, il faut empiéter sur ses voisins.

FIN.

